



TRIBUNE

Hebdomadaire du parti

Socialiste unifié

N° 75

11 NOVEMBRE 1961

PRIX : 0,40 NF

Le vilain, la mailloche et le financier...

AYANT donné toutes les marques de sa bonne volonté, laissé ouvertes à la Mailloche de Paris toutes les portes de sortie possibles, M. Missoffe, ministre du Commerce, a reçu de M. Drugbert, président du Syndicat des bouchers de Paris, un monumental soufflet. A la courtoise demande du gouvernement, inquiet de la hausse (non des prix) mais des indices du S.M.I.G. où on n'a, hélas, pas encore pu remplacer le bifteck par la savonnette « Mon Savon », la Mailloche a fermement répondu qu'il ne saurait être question de vendre le bifteck en-dessous de 1.204 fr. le kg, non plus que les bas morceaux en-dessous de 500 fr. Le président du Syndicat des bouchers s'est là-dessus, lancé dans une savante digression sur la péréquation nécessaire des prix du veau et du mouton (en hausse sur le marché de gros) et du bœuf (stationnaire à ce stade). Le cynisme ici est suffisamment étalé pour ne laisser aucun doute — tout le monde sait que la viande de bœuf représente plus de 60 % des ventes. Et certains journaux de revenir sur le fameux mauvais goût des consommateurs qui s'obstinent à consommer préférentiellement des grillades aux morceaux à bouillir et à braiser !

Or, le 30 octobre, les cours de la Villette nous donnaient le tableau suivant : les cours du bœuf sur pieds oscillaient entre 450 pour la qualité extra et 304 pour la troisième qualité. C'est dire qu'en tout état de cause, les prix des plus bas morceaux (triperies exceptées) se situent très au-dessus des prix les plus élevés au stade de la cheville. Ce qui laisse quand même déjà une jolie marge de péréquation !

Précisément, au cours de cette semaine du 22 au 28 octobre, les achats d'animaux de qualité ont été très rares et les cotations ont manifesté une tendance très nette à la baisse. A la production, le phénomène se traduit par des prix dérisoires (290 fr. environ pour la

par *Serge MALLET*

toute première qualité, les bœufs du Limousin, particulièrement recherchés en ce moment ; 295 pour les génisses ; 165 à 190 pour les bœufs de pays).

M. Missoffe, soucieux de ne pas courir après le bœuf comme son prédécesseur qui ne peut plus ouvrir la bouche en Conseil sans qu'on lui rappelle ses « rodéos » s'est donc fâché et a taxé. M. Drugbert a fait savoir qu'il n'en tiendrait nul compte et l'on se souviendra que notre camarade André Philip, d'humeur plutôt bienveillante, dut faire « boucler » ce personnage en 1947 pour le contraindre à appliquer les taxes. On doute que le pouvoir gaulliste impuissant à retenir en prison les officiers mutins et les fumeurs de l'O.A.S., se laisse aller à de telles mesures.

La colère de M. Missoffe a donc toutes chances de s'apaiser vite... Mais cette colère n'est peut-être pas aussi futile et peut, sur d'autres plans, rapporter gros...

On sait que l'opération Supermarchés de MM. Chandon et Pompidou est plus ou moins en panne... Les exigences des bailleurs de fonds — la banque Rothschild entre autres — et des innombrables prébendiers qui se payent déjà des salaires de ministres alors que la première pierre des dits Supermarchés n'est pas encore posée — n'y sont pas étrangères. L'idée a été lancée à plusieurs endroits, que les crédits récemment débloqués pour les fonds de soutien de l'Agriculture (ceux du FORMA, par exemple), ou les fonds du Crédit Agricole, serviraient beaucoup mieux la paysannerie s'ils étaient utilisés à la construction d'un réseau moderne de distribution. Et nul n'en disconvient...

A condition, toutefois, que ces crédits servent effectivement à réduire massivement le coût de distribution des produits alimentaires et profitent effectivement aux producteurs et aux consommateurs. Nous savons tous que le « commerce intégré » n'est pas spécialement préoccupé par les produits alimentaires, qui servent d'appât à la clientèle. On ne voit pas très bien pourquoi les organisations agricoles financeraient l'écoulement des productions industrielles. On ne voit pas non plus pourquoi la banque Rothschild empêcherait 15 % d'in-



Le malaise agricole et le IV^e Plan

(Voir en page centrale)

(suite en page 4)

REVIREMENT U.S. AU SUD-VIETNAM ?

L'AGGRAVATION de la situation au Sud-Vietnam, que nous avons déjà évoquée ici (cf. T.S., n° 72 du 21 octobre dernier), préoccupe de plus en plus sérieusement le gouvernement américain. L'opposition libérale au régime du Président Diem avait mis grand espoir dans l'arrivée au pouvoir aux Etats-Unis de l'administration démocrate. On se souvient que cet espoir fut bien vite déçu par l'attitude du gouvernement de M. Kennedy, favorable au dictateur vietnamien : d'abord, lors du voyage du vice-président Johnson en mai dernier ; ensuite, à l'occasion de l'enquête réalisée par le Dr Eugène Staley, dépêché en Indochine par Kennedy, en juillet dernier. Aujourd'hui, c'est un troisième rapport qui vient d'être déposé sur le bureau du président américain par une commission d'enquête composée du général Taylor, du professeur Rostow et du sénateur démocrate Symington. A cette occasion, et malgré les bruits concernant l'envoi éventuel de troupes U.S. au Sud-Vietnam, on parle de plus en plus d'un revirement dans l'attitude américaine. La très officielle revue *Newsweek* écrit notamment (n° du 6 novembre) :

« ...Soit par terreur, soit par sympathie, les paysans vietnamiens se tournent de plus en plus vers les communistes. »

« ...Mais il serait très douteux que le général Taylor recommande l'envoi de troupes U.S. au Sud-Vietnam... » car « ...il y a peu de chances que les troupes U.S. puissent faire mieux dans le Sud-Est asiatique que les troupes locales... » « Si le président Diem s'avère incapable d'arrêter le pourrissement, les Etats-Unis devront peut-être se faire à l'idée d'un changement au sommet. »

DANEMARK :

Nationalisations et désarmement au programme du Parti du Peuple

NOTRE camarade Guy Desson, membre du Comité Politique National, a représenté le P.S.U. au congrès national du Parti Socialiste du Peuple, parti récemment créé au Danemark et déjà solidement implanté pour avoir obtenu aux dernières élections législatives douze sièges parlementaires. Ce congrès s'est tenu à Copenhague les 28 et 29 octobre.

A. Larsen, ancien militant du P.C., est le chef de ce parti où il jouit d'une autorité incontestée. Le congrès a désigné un nouveau secrétaire général, âgé seulement de 26 ans, militant du syndicat du bâtiment.

Le congrès du Parti Socialiste du Peuple a mis au point un programme dans lequel l'accent est mis sur la nécessité d'un certain nombre de nationalisations et sur une rigoureuse action en faveur du désarmement et contre la poursuite des explosions atomiques expérimentales.

Guy Desson a prononcé une allocution dans laquelle, apportant le salut du P.S.U., il a brossé un tableau de la situation intérieure française.

Notre camarade a pu, à cette occasion, constater l'ampleur des critiques que l'opinion danoise adresse à la France pour sa politique algérienne. Un journal modéré comme *Politiken* a consacré toute sa première page et une partie de la seconde aux méthodes appliquées par la police française le 17 octobre.

Dans la crainte de manifestations hostiles, les autorités danoises font monter la garde devant l'Ambassade de France : quand on connaît les mœurs scandinaves, ce fait donne la mesure de la popularité du régime.

La super-bombe et le mouvement ouvrier

UN des paradoxes les plus apparents du XXII^e congrès du P.C. de l'Union soviétique est d'être à la fois le congrès de l'accélération de la déstalinisation et celui de la super-bombe de cinquante mégatonnes. La déstalinisation, les révélations sur les crimes de l'ère stalinienne, la réforme des statuts du parti sont autant de faits qui sont contredits par une politique étrangère brutale qui a recours, semble-t-il, à des méthodes que Staline n'aurait pas désavouées. D'un côté, Khrouchchev et la direction du P.C.U.S. sont à peu près sûrs d'être approuvés par de nombreux militants socialistes dans le monde entier, de l'autre, ils recueillent condamnation et critiques acerbes dans la plus grande partie de l'opinion internationale de gauche. La question qui est posée est donc de savoir pourquoi les dirigeants soviétiques qui montrent assez combien ils sont préoccupés de trouver un soutien populaire dans leur propre pays, prennent aussi allègrement le risque de fournir des arguments politiques d'importance à leurs adversaires occidentaux.

Une fuite en avant ?

Sur le fond, la réponse est assez simple : les dirigeants soviétiques n'ont pas suffisamment confiance dans le mouvement ouvrier et socialiste international pour tabler essentiellement sur lui dans leur affrontement avec les pays capitalistes avancés. Ils n'ignorent pas la solidité encore très grande du capitalisme international malgré leurs très nombreuses affirmations sur l'aggravation continue de la crise générale du capitalisme. Ils sont conscients des faiblesses et des difficultés des partis communistes dans les pays capitalistes les plus dynamiques. En outre, ils sont obligés de montrer publiquement que le monolithisme « du camp socialiste » n'est plus qu'un souvenir. Leur attitude actuelle découle logiquement de cette situation qu'ils ne voient pas comment surmonter.

Lorsqu'ils pensaient pouvoir encore

s'entendre sans trop de difficultés avec les Occidentaux pour stabiliser et aménager le statu-quo en Europe, ils mettaient surtout l'accent sur la compétition économique pacifique, moyen relativement commode de repousser, à une époque ultérieure, les problèmes posés par la coexistence avec des pays impérialistes, certes en déclin, mais toujours vigoureux. Aujourd'hui, ils entendent surtout montrer leur force, moyen de défense et aussi moyen de pression, pour obtenir la stabilisation et la tranquillité dont ils ont besoin pour s'attaquer aux nombreux problèmes posés par l'évolution de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires. On saisit tout de suite malgré toutes les analogies, ce qui différencie ce pragmatisme de la politique de guerre froide systématique pratiquée par Staline pour maintenir et parachever l'isolement du monde soviétique par rapport au monde capitaliste. La direction du P.C.U.S. essaie de s'adapter aux problèmes mondiaux actuels en fonction de ses intérêts les plus immédiats ; elle pratique une sorte de « fuite en avant », dont elle ne mesure sans doute pas toutes les conséquences, mais elle n'a pas véritablement d'objectifs à longue échéance dans le domaine des relations internationales et pour tout ce qui concerne le renversement du capitalisme dans les pays avancés (rattraper le niveau de vie de ces pays ne constitue pas en soi une solution). L'explosion de la bombe de cinquante mégatonnes est moins une manifestation de force qu'un signe de faiblesse.

Un renforcement des forces de réaction

Face à cela, quelle doit être l'attitude des socialistes ? Il est bien évident qu'il n'est pas possible d'en rester au stade des protestations morales, où se retrouvent pêle-mêle les pacifistes et les partisans des bombes occidentales. Il faut aborder le problème sous le seul angle de vue juste, celui des intérêts de la lutte pour le socialisme et critiquer la décision des soviétiques parce qu'elle est préjudiciable à la lutte pour la paix et parce

qu'elle renforce les courants réactionnaires dans presque tous les pays du monde. On peut comprendre que les Soviétiques eux-mêmes soient inquiets devant l'échec de la politique de détente et qu'ils éprouvent le besoin de se prouver leur force à eux-mêmes. On ne doit cependant pas leur cacher que l'avantage stratégique provisoire qu'ils tirent de la dernière série d'explosions nucléaires est plus que largement annihilé par les avantages politiques qu'en retirent les anti-communistes qui n'hésitent pas à comparer Khrouchchev à Hitler.

La seule voie qui, à la longue, puisse apporter des résultats irréversibles est celle du renouveau du mouvement socialiste à l'échelle internationale, c'est-à-dire pratiquement celle de la déstalinisation. Il est, en effet, nécessaire de surmonter le mur de méfiance réciproque qui sépare les secteurs les plus avancés du mouvement socialiste du secteur communiste pour repartir à l'offensive. Or, cela n'est possible que sur la base de mesures concrètes, telle que la condamnation de méthodes nées à l'époque du culte de la personnalité et transplantées dans les démocraties populaires et dans quelques partis communistes des pays capitalistes. On voit, par là, que les Soviétiques tiennent en mains une large part des moyens qui permettraient de renverser la situation.

Nous devons, sans cesse, le répéter à tous les Soviétiques sincèrement préoccupés de l'avenir du socialisme. La voie, certes, n'est pas facile, mais après le XXII^e congrès, il est de plus en plus certain que le problème ne peut plus être esquivé.

Jean-Marie Vincent

Le billet de Jean BINOT

Nettoyage par le vide

LA superbombe de Monsieur « K » commence à peine ses retombées que l'autre Monsieur K proclame en la matière la supériorité américaine. Que l'un ou l'autre soit le plus fort, c'est sûr, et nous n'y voyons que des inconvénients. Mais nous n'exigeons ni de l'un ni de l'autre qu'il fournisse la preuve de sa supériorité !

Cela dit, et parce qu'on n'arrête pas le progrès, la nouvelle arrive des Etats-Unis selon laquelle on met là-bas la dernière main à la super-superbombe — à neutrons celle-là — qui offrira l'inestimable avantage d'exterminer les humains : enfants, soldats, femmes et moines, sans toucher si peu que ce soit aux édifices... Une bombe courtoise en quelque sorte, bien conforme aux valeurs chrétiennes et occidentales.

De sorte que deux ou dix siècles plus tard, une innocente peuplade par hasard épargnée (la perfection n'étant pas de ce monde) interrogera les témoins intacts de ce monde révolu : cathédrales, écoles, camps de concentration, asiles psychiatriques.

Et quelque Thucydide, errant par les salles désertes des bibliothèques, entreprendra d'expliquer par les textes la civilisation anéantie — les neveux de Messieurs K et le rejeton de Margaret, et nos enfants s'étant dissous, hors du linéaire de pourpre où dorment les dieux morts.

La répression "gaullo-franquiste" s'organise

LE gouvernement français continue à faire acte d'allégeance à l'égard du régime franquiste. Les brimades, exercées récemment à l'encontre des républicains espagnols, prennent en ce moment une tournure de répression systématique.

On se souvient que le 12 octobre dernier, une douzaine de militants républicains espagnols étaient brusquement arrêtés, chez eux, vers 3 heures du matin, par des agents de la « surveillance du territoire ». Par la suite, un seul était gardé à vue, le Parquet s'opposant à sa mise en liberté provisoire, malgré l'attitude favorable du juge d'instruction, exprimant ainsi l'aspect politique de l'opération.

Le 2 novembre dernier, le J.O. publiait

un arrêté interdisant la parution des journaux suivants : Solidaridad obrera, C.N.T., Espana libre, El socialista. A noter que ni le bulletin communiste encore en circulation, ni les journaux trotskystes ne sont touchés par cette mesure. Celle-ci a été prise à la demande de la section politique du Quai-d'Orsay, et non de la « surveillance du territoire », comme il a officiellement été annoncé. Les dirigeants républicains espagnols en exil en France estiment que cette mesure en annonce d'autres. Ils pensent, en particulier, que, sauf protestation très vigoureuse des démocrates français, les organisations républicaines espagnoles elles-mêmes seront interdites d'ici un mois à un mois et demi.

Où nous conduira la logique de ce pourrissement ?

COMMUNIQUÉ DU P. S. U.

Le Parti Socialiste Unifié apprend avec indignation que le gouvernement gaulliste vient d'interdire la presse antifasciste espagnole aussi bien l'hebdomadaire du Parti Socialiste que ceux de la Confédération Nationale du Travail. Après les arrestations de militants de la C.N.T. (dont l'un, le camarade Alvarez, reste emprisonné), c'est là une nouvelle mesure anti-démocratique prise à la requête du dictateur de Madrid. Le P.S.U. alerte l'opinion publique contre cette nouvelle violation des libertés démocratiques ; il appelle les organisations ouvrières à manifester leur solidarité aux anti-franquistes et à leur permettre de faire entendre leurs voix malgré les amis de Franco en France.

ATTENTION AU "RÉALISME"

UN certain courant, au sein du P.S.U., semble vouloir réviser l'idée du Front Socialiste dans le sens d'un plus grand « réalisme ». Ces camarades m'excuseront si je déforme involontairement leur thèse, qui est à mon avis, en gros, la suivante :

1) Le P.C. ne tient pas à se rapprocher de nous et ne cherche le contact qu'avec la S.F.I.O., les Radicaux, etc., qui ne représentent pas une concurrence.

2) Aucun autre parti, aucun syndicat, sauf la C.G.T., n'accepte de collaborer avec le Parti Communiste dans la perspective d'une prise de pouvoir.

3) Il est impossible de discuter programme avec le P.C. Son point de vue est trop différent et, s'il fait des concessions, ce sera aux libéraux et aux non-socialistes, pas à nous.

Ces camarades n'en concluent pas pour autant que nous devons abandonner nos relations avec les communistes et la C.G.T. pour devenir l'aile gauche d'un néo-Front Républicain. Mais je crains que, même à leur corps défendant, leur attitude ne nous y conduise. Ces camarades sont, en effet, amenés à envisager pour le P.S.U., deux attitudes pratiquement différentes, selon qu'il s'agit de la C.G.T. ou du P.C. d'une part, de la S.F.I.O. et de la gauche non communiste, de l'autre. Vis-à-vis de ceux-ci, nous devons avoir une politique de discussion allant jusqu'à l'élaboration d'un programme commun. Vis-à-vis des communistes et de la C.G.T., par contre, il ne s'agit pour le moment que d'organiser ensemble la défense antifasciste. En fin de compte, le P.S.U. doit chercher à constituer un rassemblement de la gauche non communiste pour en arriver alors à une discussion avec le P.C. à partir d'une « position de force » donnant confiance aux non-communistes en même temps qu'elle oblige le P.C. à négocier loyalement.

Je ne mets pas en doute la sin-

cérité de ces intentions et je crois que la plupart de ces préoccupations sont justifiées ; je pense que ces camarades croient que c'est là le seul moyen d'aboutir à l'union sans exclusive de la gauche. Mais je crois que la méthode envisagée est dangereuse et risque de s'orienter elle-même autrement que ses promoteurs le voudraient.

cile de lui donner, par contre, une position privilégiée, fût-ce à titre provisoire.

D'autre part — et ceci n'est plus un argument moral mais un argument réaliste — il serait dangereux de donner même à titre provisoire, la caution de gauche qui est celle du P.S.U. à un tel ras-

refusent, les uns tout contact avec C.G.T. et P.C., les autres toute discussion autre que défense antifasciste, libre à eux de décider ainsi. Mais il doit être entendu que nous prenons, nous, des contacts bilatéraux, en permanence, à tous les échelons, dans tous les domaines, et de façon symétrique. Ceci ne veut pas dire que nous devons, dans les cas concrets, refuser toute action qui ne fasse pas l'union totale. Nous ne pouvons exiger une simultanéité complète qui ne dépend pas de nous ; tantôt nous pencherons d'un côté tantôt de l'autre. Mais nous ne devons à aucun prix théoriser le rassemblement « provisoire » de toute la gauche sans les communistes, et avec la S.F.I.O. ; car, facilitant ainsi les exclusives des uns et les manœuvres des autres, nous aboutirons à un provisoire durable qu'il faudra à nouveau expliquer, théoriser, justifier : adieu notre politique !

La thèse que je combats n'aurait une certaine justification que s'il était à la fois utile et urgent de préparer notre participation au pouvoir avec le reste de la gauche non communiste, le P.C. se contentant d'une commode position de soutien conditionnel, voire à éclipses. Peut-être une telle formule verra-t-elle le jour en cas de crise proche. Nous n'y obtiendrions, vu notre force actuelle, que peu de place. Et surtout, s'il y a une issue proche et brutale, personne ne sait de quoi le nouveau pouvoir sera fait, et nous devons nous garder libres. Si, par contre, il n'y a pas de crise d'ici longtemps, — nous nous serons compromis pour rien, nous aurons gêné notre propre développement.

La moralité politique est importante pour un parti comme le nôtre qui n'a comme principal capital que sa réputation de rigueur. Quand, de plus, les raisons invoquées pour une politique « réaliste » paraissent aussi peu évidentes et risquent d'amener le contraire de ce qu'elles recherchent, il me semble que notre devoir est clair.

par Claude Bourdet

Il ne s'agit pas, en effet, d'un regroupement avec les seuls syndicats non cégétistes et les autres forces similaires. Ce serait là, en effet, une démarche acceptable comme brève transition vers l'unité d'action générale. Mais un tel regroupement où le P.S.U. serait le seul parti est difficilement imaginable, et ce que ces camarades sont obligés d'envisager comme aboutissement normal, c'est un regroupement comprenant non seulement ces forces, mais aussi la S.F.I.O. Et c'est bien de cela qu'il s'agit.

Le parti communiste a de lourdes fautes sur sa conscience. Sa solidarité avec le stalinisme et le totalitarisme intérieur qui en est à la fois l'effet et la cause, sont largement responsables de la faiblesse de la gauche et des malheurs de la démocratie. Par contre, le P.C.F. n'a pas trahi constamment les intérêts quotidiens des travailleurs ; il n'est pas responsable directement de l'aggravation et de la poursuite depuis 1956 de l'abominable guerre d'Algérie, comme l'est Guy Mollet ; il n'a pas facilité la venue au pouvoir du régime actuel. Je ne songe pas ici à invoquer un moralisme qui empêcherait toute activité politique, je ne demande pas à ce que l'on exclue un rapprochement avec la S.F.I.O. à cause de ses fautes : mais on admettra qu'il est diffi-

sement. Il y a là des forces dont les Etats-Majors n'ont aucune sympathie pour l'unité d'action sans exclusive ; seule l'action de leurs militants leur fait parfois montrer plus de souplesse. Notre caution, au lieu d'encourager ces Etats-Majors à discuter avec le P.C., leur permettra de répondre aux critiques de leurs militants et consolidera leur immobilisme. De plus, s'il est vrai que nous sommes à échéance, le rival le plus dangereux du P.C. ce parti ne manquera pas de se servir contre nous de notre attitude. Comme il ne tient pas à nous faciliter la tâche, comme il ne recherche pas notre alliance, pourquoi se priverait-il d'utiliser les arguments que nous lui fournissons, nous confondant devant les masses avec tous les autres, en particulier avec la S.F.I.O., et selon un procédé éprouvé, accroissant à plaisir le fossé entre lui et nous, pour faire de nous, précisément, cette simple aile gauche du Front Républicain que nous voudrions ne pas être...

On me répondra qu'il est utopique de chercher actuellement à unir toute la gauche. C'est vrai, mais ce n'est pas à nous de nous soumettre d'avance à des impossibilités que nous espérons vaincre un jour. Si le P.C.F. refuse de discuter sérieusement d'un programme commun, c'est à lui d'en prendre la responsabilité. Si la S.F.I.O. et les syndicats non communistes

Un numéro des "Cahiers de la République" sur

La lutte des classes

Le dernier numéro des « Cahiers de la République » (sept.-oct.), — revue dont on sait qu'elle est dirigée par Pierre Mendès France —, publie une enquête sur la « La lutte des classes dans la société moderne ». A cette enquête, ont répondu notamment des hommes aussi différents qu'André Barjonet (de la C.G.T.), Jacques Blois (de l'I.F.O.C.A.T., Institut de formation pour les cadres paysans), Sébastien Constant (de l'I.N.S.E.E.), Henri Lefebvre, Jean Marchal, Charles Morazé, Alfred Sauvy.

L'enquête est commentée par André Philip et s'ouvre par un avant-propos d'Albert Détraz (de la C.F.T.C.), suivi d'une étude sur la classe ouvrière actuelle par le Secrétariat Confédéral de cette centrale.

L'AVANT-PROPOS indique que « la lutte des classes demeure l'objet d'importants débats théoriques, bien qu'en pratique, son actualité — en tant que principe moteur d'une action révolutionnaire — se soit considérablement affaiblie au point qu'il serait plus exact de parler d'action de classe » (l'expression était déjà utilisée par Léon Blum en 1945). Cependant, plus loin, A. Détraz écrit : « La lutte des classes n'est pas une idée, elle est un fait ».

Cela montre bien la difficulté du problème, ou plutôt des problèmes soulevés par cette enquête. Le questionnaire s'attache, en particulier, à faire préciser les notions de prolétariat et de bourgeoisie dans la société

moderne, l'importance, également, des conflits entre jeunes et vieux, dynamiques et malthusiens, le sens de la lutte ouvrière, les caractéristiques du « nouveau salariat ».

Enfin, sont posés les problèmes des relations entre la lutte des classes et les groupes de pression, entre les classes sociales et les partis politiques. C'est dire l'intérêt de l'enquête.

Dans ses conclusions, notre camarade André Philip assure que « la révolution technique modifie les conceptions anciennes et fait apparaître de nouveaux clivages : secteurs progressifs et secteurs retardataires ». La prise de conscience des nouveaux conflits qui se développent au sein de la société industrielle doit nous permettre, en effet, d'éviter le « poujadisme de gauche » dans lequel tombent trop souvent le P.C. et la S.F.I.O. Cependant, peut-on dire que « le principal antagonisme social qui caractérise la France d'aujourd'hui » réside dans « l'opposition entre les secteurs progressifs et les secteurs retardataires » ?

Un travailleur d'un secteur retardataire n'adhérera-t-il pas d'autant plus volontiers à un parti de progrès que sa condition est médiocre, alors que son patron sera conservateur ? De même, l'opposition des générations ne doit pas faire oublier qu'il existe plusieurs jeunesse. Ainsi que l'écrit très bien André Barjonet à propos de l'inégalité de formation scolaire et universitaire : « Il faut remarquer que nous retrouvons ici l'opposition des classes sociales : dans la mesure où l'Université fran-

çaise continue à ne dispenser l'instruction supérieure qu'à 2 ou 3 % de fils d'ouvriers, l'opposition entre jeunes possédant une instruction supérieure et jeunes n'en possédant pas n'est, en définitive, qu'une forme particulière de l'opposition entre bourgeoisie et classe ouvrière ».

André Philip donne, par ailleurs, une excellente analyse du danger fasciste :

« Si le rythme de croissance tombait au-dessous de 5 %, la base économique d'un fascisme apparaîtrait, qui attirerait à lui les patrons, les commerçants et les ouvriers des secteurs retardataires en crise. Ils trouveraient, pour les encadrer, les militaires dégagés des cadres et les Européens d'Algérie réfugiés en France. Cette menace de fascisme pèsera sur la France tant que nous resterons dans la période de transition actuelle, c'est-à-dire, sans doute, une dizaine d'années. »

A propos du danger actuel d'une armée aspirant à jouer un rôle politique autonome, Henri Lefebvre souligne avec pertinence que « notre culture est beaucoup plus imprégnée d'idéologie étatique et militaire que de démocratie ».

A noter également l'intérêt des remarques d'André Philip sur la « lutte des classes » entre nations industrialisées et pays sous-développés (lutte qui est, selon certains, plus importante que l'opposition classique bourgeoisie-classe ouvrière), — sur le déclin du parlementarisme traditionnel et la nécessité d'un contrôle sur les « organes exécutifs », — sur la plani-

fication démocratique à laquelle participeraient les syndicats.

A. Philip expose enfin sa conception du Front Socialiste :

« Le Front Socialiste n'est pas une impossible tentative de réaliser une coalition entre les appareils désuets et vermoulus du P.C. et de la S.F.I.O. : c'est une tentative de permettre aux éléments nouveaux, non engagés jus qu'ici dans la vie politique, et en particulier aux jeunes générations, de trouver leurs moyens d'expression, en un parti carrefour coordonnant hors de toute idéologie, des tendances diverses. »

Nous remplirons d'autant mieux ce rôle de coordination nécessaire et nous contribuerons d'autant mieux au renouvellement de la politique française que nous saurons poser les véritables problèmes.

Cependant, nous ne pouvons nous désintéresser de l'existence des deux grands partis de gauche et de leurs possibilités d'évolution. Quant à l'idéologie, si nous ressentons bien le poids des idéologies sclérosées, des dogmatismes de toutes sortes, s'il est à la mode de parler de « la mort des idéologies », l'absence de doctrine ne conduit-elle pas, en définitive, au pragmatisme conservateur ? Le débat reste ouvert.

Nous recommandons en tout cas à nos camarades la lecture de ce numéro des « Cahiers de la République ». Un résumé des diverses positions exprimées au cours de l'enquête fournirait à nos sections la matière de discussions utiles.

Maurice Combes.

L'EXEMPLE DE BELFORT

DEVANT l'aggravation de la situation et les périls que les plastiqueurs de l'O.A.S., encouragés par les complicités du pouvoir, font peser sur les libertés, les organisations soussignées, réunies le 2 novembre 1961 à la Maison du Peuple, décident :

1°) De renforcer leur groupement qui prend le nom de Comité de Vigilance antifasciste et qui est ouvert à toutes les organisations et mouvements décidés à lutter contre les dangers venant des groupes factieux ;

2°) D'étudier immédiatement les moyens à employer pour alerter et mobiliser l'opinion populaire sur le plan local et départemental.

Un bureau provisoire a été constitué comprenant un repré-

sentant de chaque organisation, soit :

TISSERAND (C.F.T.C.) ; GUERRIN (C.G.T.) ; CHARPIOT (C.N.J.A.) ; GAUDARD (S.G.E.N.) ; LEVY (LIGUE DES DROITS DE L'HOMME) ; PERAUD (P.C.F.) ; Michel DREYFUS-SCHMIDT (P.S.U.), ce dernier chargé du secrétariat provisoire.

Le représentant du S.N.I. (Syndicat National des Instituteurs) était présent en qualité d'observateur, car n'étant pas mandaté. Il donnera la réponse définitive de son organisation dès que possible.

UD-C.F.T.C. ; UD-C.G.T. ; C.N.J.A. (Centre National des Jeunes Agriculteurs) ; S.G.E.N. ; LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ; P.C.F.-P.S.U.

COTE BASQUE :

*Union
en prévision
d'un coup de force
fasciste*

A l'appel du Comité antifasciste et antiraciste de la Côte Basque, diverses organisations syndicales et partis politiques se sont réunis pour signer la motion suivante et préparer une action commune en cas de coup de force fasciste :

— Devant l'accentuation des mesures de répression brutale et de discrimination raciale, prises contre l'ensemble des Algériens en France,

— devant les menaces que les fascistes font peser sur les libertés et la sécurité des citoyens,

— devant la complaisance coupable des pouvoirs publics à l'égard des attentats répétés de l'O.A.S.,

Les organisations soussignées s'engagent :

— à tout mettre en œuvre pour rétablir le respect de la personne et de

la dignité humaine, le respect de la légalité républicaine et de la démocratie,

— à s'opposer par tous les moyens à toute tentative de coup d'état fasciste,

— à rester en contact permanent pour réaliser l'union indispensable pour une riposte immédiate et vigoureuse.

C.G.T. - C.F.T.C. - F.E.N. - S.N.I. - S.G.E.N. - P.S.U. - P.C. - S.F.I.O. - Parti Radical (Comité de Bayonne) - A.R.A.C. - Union des Femmes Françaises.

OISE :

*Appel
aux travailleurs
et aux républicains...*

Dans l'Oise, la Fédération du Parti Communiste Français, du P.S.U., l'Union départementale C.G.T., la F.E.N., le S.N.I., la Ligue des Droits de l'Homme, l'U.J.C.F. viennent de lancer un appel commun à tous les travailleurs, à tous les républicains du département, pour qu'ils créent « dans l'unité des comités antifascistes de lutte et d'autodéfense sur la base des entreprises, localités et cantons de l'Oise ».

Elles demandent également « aux organisations nationales démocratiques de réaliser au plus vite l'union à l'échelon national. »

*...et motion
des professeurs
du lycée Cassini*

LA quasi-totalité des professeurs du Lycée Cassini de Clermont ont signé la motion suivante qu'ils ont adressée par la voie hiérarchique au ministre de l'Education Nationale :

« Le personnel de toutes les catégories du Lycée Cassini de Clermont (Oise), réuni en assemblée générale, ému par le climat de haine raciale qui tend à s'instaurer actuellement en France :

— Rappelle solennellement que les enseignants ont toujours lutté pour le respect de la personne humaine en s'efforçant d'inculquer à leurs élèves les principes de tolérance et de fraternité humaine qui ont toujours guidé l'Université française.

— Proteste contre les mesures de discrimination dont est victime la malheureuse et laborieuse population des travailleurs algériens en France.

— Exprime son indignation contre la sanglante répression qui a frappé la manifestation pacifique des travailleurs algériens à Paris le 17 octobre, et veut espérer que ces brutalités sont le fait d'une minorité dont la place n'est pas dans la Police française.

— ATTEND DES SANCTIONS CONTRE LES COUPABLES ET LA DEMISSION DES RESPONSABLES.

— Estime que de telles mesures et de telles violences sont en contradiction avec la recherche d'une paix négociée en Algérie et creusent toujours davantage le fossé entre les deux communautés. »

ANGOULÊME :

*Meeting d'union
antifasciste*

EN attentat au plastic a été commis dans la nuit de mercredi à jeudi à Angoulême contre l'Imprimerie Charentaise. Les dégâts sont évalués à près d'un million d'anciens

francs. Toutes les vitres ont été brisées jusqu'à 50 mètres de l'immeuble. Le crime est signé car c'est dans cette imprimerie qu'a été tiré récemment le matériel dénonçant les activités de l'O.A.S. en Charente.

L'émotion est grande à Angoulême où toute la journée de jeudi, c'est par centaines que les habitants ont défilé sur les lieux de l'attentat.

Dès hier matin, la section du Parti Communiste Français, la section du Parti Socialiste S.F.I.O., la section du Parti Socialiste Unifié, le comité du Parti Radical, le comité de l'U.D.S.R. et la C.G.T. ont, dans un communiqué commun, alerté la population et appelé à la riposte en invitant les travailleurs à se rassembler à 18 h. 30 devant l'imprimerie.

A l'heure dite, plus de 500 personnes se sont réunies et ont participé à un vibrant meeting populaire au cours duquel les représentants du Parti Communiste Français, du P.S.U., de la S.F.I.O., du Parti Radical et de la C.G.T. ont pris la parole.

LYON :

*Une banderole O.A.S.
brûlée en public*

Une manifestation, organisée par un comité antifasciste, a eu lieu hier, vers 17 heures, devant le groupe scolaire Jules-Ferry, au quartier des Essarts, à Bron.

Une quarantaine de personnes assistaient à ce rassemblement motivé par la récente découverte d'une banderole de l'O.A.S. accrochée au portail de l'école.

L'emblème noir aux lettres blanches de l'O.A.S. a été arrosé d'essence et brûlé, tandis que l'assistance entonnait « La Marseillaise ».

ALPES-MARITIMES :

*P. S. U.
contre O.A.S.*

LA fédération du P.S.U. des Alpes-Maritimes s'est adressée le 13 octobre à diverses organisations pour les inviter à constituer un cartel antifasciste : P.C., S.F.I.O., Parti Radical, Ligue des Droits de l'Homme.

Sur réponse favorable du P.C., un entretien a abouti à la décision de faire des démarches auprès des organisations syndicales en vue de l'organisation d'une journée antifasciste dans le département.

La fédération du P.S.U. entend persévérer dans ses efforts : Nice est devenu un centre important d'action de l'O.A.S. Cinq explosions au plastic en une semaine, menaces aux commerçants qui refusent de donner de l'argent.

A la suite d'un meeting de protestation devant les locaux du journal « Le Patriote » qui avaient été plastiqués, les C.R.S. ont chargé avec brutalité et ont fait de nombreux blessés. A l'occasion de ce trouble, des jeunes de l'O.A.S. ont assassiné un Algérien.

Le préfet, cependant, refusait de recevoir une délégation qui venait protester contre cette répression à sens unique.

*Besoin
d'effectifs*

LA nouvelle réglementation en matière de sursis semble être appliquée de façon particulièrement restrictive, cette année. Le cas des étudiants « techniciens » est particulièrement patent. Ces derniers, non titulaires du baccalauréat, n'ont pas la

possibilité d'améliorer leur niveau professionnel en entrant dans une école d'ingénieurs, comme leur permettent les règlements de l'enseignement supérieur : ils sont immédiatement happés, au passage, par le service militaire. Ceci, en dépit des déclarations officielles en faveur de la promotion supérieure du travail. Les dirigeants de l'U.N.E.F. s'en sont émus auprès des autorités compétentes. Partout ils ont pu déceler le même motif, quand celui-ci n'a pas été ouvertement avancé : besoins d'effectifs. Pour des raisons démographiques bien connues, l'année 1961 correspond au moment le plus critique en matière de recrutement militaire : officiellement, le nombre des effectifs incorporés n'aura pas dépassé, cette année, le chiffre de 90.000. C'est d'ailleurs en prévision de ce passage difficile qu'avaient été envisagées les mesures draconiennes de 1959, qui firent tant de bruit à l'époque. Dès 1962, le nombre des incorporés devrait à nouveau s'élever au chiffre de 120.000, puis encore augmenter les années suivantes.

L'affaire de l'O.S.S.U.

Le 12 novembre, l'Office du Sport Scolaire et Universitaire convoqué en assemblée générale sera invité à voter sa dissolution. L'O.S.S.U. cessera d'exister. Et l'A.S.S.U. (Association du Sport Scolaire et Universitaire) naîtra de ses cendres.

Ainsi se terminera ce qu'on a fini par nommer l'« affaire de l'O.S.S.U. », à la satisfaction de tous, si l'on en croit les porte-parole officiels. M. Herzog n'a-t-il pas annoncé, à l'Assemblée Nationale qu'en 1962 les effectifs des maîtres d'éducation physique doubleraient, que les crédits d'équipement sportif atteindraient 24,5 milliards? De quoi permettre à l'A.S.S.U. un départ en flèche.

EN fait le suicide de l'O.S.S.U., suscité par le Haut Commissaire à la Jeunesse et aux Sports correspond à une victoire de ce dernier. Sans doute la nouvelle association permettra-t-elle une « plus large participation des usagers à la gestion », déconcentrera-t-elle la gestion au profit des échelons régionaux et départementaux, assurera-t-elle une liaison plus efficace avec le sport civil. A quel prix aussi. Dans l'O.S.S.U., le conseil d'administration de quatorze membres, représentant les clubs universitaires et le personnel enseignant préservait l'association de la mainmise de l'Etat sur le sport scolaire. Dans l'A.S.S.U. un conseil d'administration de 100 membres (ô souci d'efficacité, où es-tu ?) laissera 50 sièges à l'Etat. Ainsi, pour cet organisme il est aisé de prévoir un alignement automatique sur la politique gouvernementale. Que les représentants de clubs, d'associations, objet du chantage à l'argent, aux subventions aient cédé, croyant que seules les questions d'efficacité se posaient, c'est certain. La réalité de la politique de la jeunesse de la V^e République, derrière une façade de beaux et bons sentiments — la santé des jeunes, etc... — cache une volonté délibérée d'atteindre le principe d'indépendance. En ne réagissant pas concrètement à toutes les atteintes à cette indépendance, qu'il s'agisse de l'O.S.S.U. ou de l'U.N.E.F., toutes les organisations de jeunesse, d'éducation populaire, les syndicats aliènent un peu de leur propre liberté. Mais l'affaire de l'O.S.S.U. a sans doute été d'autant moins nette que se posaient des questions de personne. E.C.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIE

• Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)
FIG. 65-21 - TRI. 28-48

• Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)
SUF. 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

ENTREPRISE KEUK DJIAN Peinture splendide

Décoration - Installation - Agencement
Ravalement - Vitrerie
Appartements - Villas - Magasins
Escaliers

Travail loyal et consciencieux

GUT. 83-25 - 5, rue de Cléry, Paris-2^e

LE VILAIN ET LE FINANCIER

(suite de la page 1)

térêts bancaires quand ses risques seraient partagés par le Crédit Agricole qui en toucherait 3. Toujours est-il que les groupes bancaires consultés par M. Missoffe auraient opposé une fin de non-recevoir à ses suggestions concernant la mise en place d'un circuit court de la viande en attendant que soient réglés ces problèmes de financement. La Mailloche et les financiers peuvent bien se disputer pour le partage du profit commercial de la distribution, ils se coaliseront toujours contre le vilain qui fait le bœuf et celui qui le mange...

Et c'est ainsi que M. Missoffe, partisan convaincu de la libre entreprise, en est arrivé non seulement à prendre des mesures dirigistes, mais encore à préparer la mise en place de circuits

courts coopératifs et à demander, pour cela, l'aide des consommateurs. Le ministre du Commerce admet ainsi ce que nous n'avons cessé de défendre : il n'y a pas de solution au problème de la distribution dans le cadre de structures fondées sur le profit commercial. M. Missoffe a parlé de « nationaliser la Villette », ce ne serait pas un si mauvais début. Mais on ne peut s'arrêter en si bon chemin... Est-ce un régime privé de tout soutien populaire (et le refusant) livré au jeu des féodalités économiques qui pourra accomplir ce qu'aucun gouvernement n'a osé jusqu'ici ? Il faudrait, pour que nous y croyions, autre chose qu'une interview à « France-soir ».

Serge MALLET.

Après les « ratonnades » parisiennes

Dossier honteux, piètre ministre

AYANT « répondu » aux questions à lui posées devant l'Assemblée Nationale et le Sénat, et s'étant résigné à la création d'une commission d'enquête, le ministre Frey s' imagine peut-être qu'à l'émotion succèdera le silence, que les choses d'elles-mêmes « se tasseront », la règle de ces commissions étant de se hâter avec lenteur et de publier un rapport quand il n'intéresse plus personne.

Il risque cette fois d'en être différemment si l'on en juge d'après l'ampleur et la diversité des protestations qui ont surgi. Le préfet Papon — cet humaniste — avait beau s'indigner devant l'assemblée parisienne que l'on s'en prit à la police comme on s'en est pris à l'armée, ; la ficelle était par trop usée et, ainsi qu'on l'a vu, ce n'est pas la seule presse de gauche qui s'est fait l'écho de ces honteux événements : du « Figaro » à « La Croix », de l'Ordre des Avocats aux autorités religieuses, un sentiment identique de réprobation, de répulsion s'est manifesté dont le Pouvoir ne saurait indéfiniment faire fi.

Le dossier des ratonnades d'octobre est lourd ; il en suinte du sang, beaucoup de sang ; il en suinte une horreur que nous avons connue.

Arrestations arbitraires, en droit comme en fait illégales, interrogatoires précédés, accompagnés, suivis de sévices et de tortures « suspects exécutés — assassinés — dont le nombre, hélas ! n'est pas de deux, comme l'a fanfaronné le ministre de l'Intérieur ; à ces morts, il faut ajouter les noyés que la Seine

a rendus, les suppliciés du bois avoisinant Paris et tous les « disparus » dont on n'a point la trace.

A ces faits, il fallait répondre et l'élémentaire honnêteté interdisait toute dérobade. Le moins qu'il faille dire, c'est que M. Eugène Frey s'est montré égal à sa réputation. Citons ici deux perles ministérielles : « il n'existe pas d'ombre de commencement de preuve » et « je n'accepte pas de livrer la rue à l'émeute ! » Une émeute, en effet, menaçait Paris ; ces femmes et ces enfants musulmans que les hommes de Papon prétendaient enfermer à Sainte-Anne !

Mais enfin, supposons... Supposons que le ministre Frey croie ce qu'il affirme : alors, il lui reste à expliquer pourquoi l'accès du Palais des Sports et autres lieux de « triage » fut interdit aux journalistes comme aux secouristes : médecins - Croix-Rouge ; alors, il lui reste à réfuter le document établi par la C.F.T.C. et, naturellement, à poursuivre ses auteurs en diffamation — alors il va lui falloir faciliter au maximum les investigations de la prochaine commission d'enquête, ne lui interdire l'entrée d'aucun lieu, la dénonciation et la poursuite d'aucun tortionnaire — alors il va lui falloir donner son adhésion symbolique au Comité Audin, lui et tous ses congénères du gouvernement ?

Nous attendons les explications, les réfutations — nous attendons l'empressement ministériel à faire toute la lumière.

Edmond FOURNIER

Appel des détenus anticolonialistes français de Fresnes

DEPUIS le 2 novembre 1961, dans toutes les prisons, dans tous les camps d'internement de France, une grève de la faim illimitée est entreprise par les militants du F.L.N.

Cette grève, menée par des dizaines de milliers de détenus algériens, répartis dans 150 camps et prisons, a pour but l'obtention du régime politique intégral. Elle s'inscrit dans le cadre des grandes actions pacifiques de masse entreprises récemment par le peuple algérien à l'appel du F.L.N.

Emprisonnés pour leur solidarité concrète envers la révolution algérienne, les anti-colonialistes français détenus à Fresnes se sont associés dès le premier jour à la grève de leurs camarades algériens. Ils contribuent ainsi au rapprochement dans le combat des peuples français et algériens.

De la prison de Fresnes, ils adressent un appel à tous les démocrates, anti-colonialistes et antifascistes pour que chaque homme, chaque femme, au sein ou autour des organisations politiques, syndicales, des comités et des mouvements de jeunesse, suscitent débrayages, manifestations, délégations, afin d'obliger le gouvernement de Gaulle-Debré à en finir avec la guerre d'Algérie par une négociation sérieuse avec le G.P.R.A.

Ils appellent les travailleurs, la jeunesse, le peuple de France à manifester dès le début leur solidarité active aux détenus algériens en grève qui, pourtant affaiblis par les épreuves précédentes, mèneront sans défaillance cette lutte jusqu'à son issue victorieuse.

Communiqué du P. S. U.

Des dizaines de milliers de Musulmans et d'Européens détenus dans des camps et dans des prisons ont entrepris depuis quelques jours une grève de la faim.

Le P.S.U. pense que, détenus pour des raisons politiques, ils doivent immédiatement bénéficier du régime politique intégral : telle est leur revendication.

Les travailleurs doivent lutter avec une vigueur accrue pour la fin de la guerre d'Algérie et leur libération.

3 novembre 1961.



Sur les murs d'Oran, le 1^{er} novembre, des inscriptions significatives... (Keystone.) Qui peut encore croire à une « Troisième Force » ?

L'arrestation de M. Farès ou l'échec d'une « Troisième Force »

L'ARRESTATION de M. Abderrahmane Farès n'est pas un épisode banal de la répression contre l'action du F.L.N. Elle appelle un certain nombre de remarques.

Le nom de M. Farès a été souvent cité depuis les débuts du conflit algérien. Sous la IV^e République comme sous la Ve, les Pouvoirs publics ont voulu obstinément voir en lui le type de ces « nationalistes modérés avec qui l'on pourrait s'entendre ». On s'est plu à l'opposer aux hommes du F.L.N. et chaque fois que l'on a envisagé la traditionnelle opération de « Troisième Force », son nom a été prononcé par les publications officielles ou inspirées. On a souvent laissé entendre que les contacts étaient pris avec lui en très haut lieu.

Et sans doute est-il vrai que M. Farès pouvait paraître comme un Algérien assimilé, nourri de culture française, lié avec de nombreux hommes politiques, peu porté par son passé et sa condition à la révolte et à la rupture violente. Il est vrai aussi qu'il s'était prononcé autrefois pour

l'intégration. N'avait-il pas été d'ailleurs membre de notre première Assemblée Constituante ? Enfin il avait été président de l'Assemblée Algérienne, instituée par le Statut de 1947.

Tous ces antécédents cependant n'auraient pas dû faire oublier les positions nouvelles qu'il avait prises dès le début de la guerre. Il avait été l'un des signataires du « Manifeste des 61 », ce texte qui aurait dû être un avertissement pour nos gouvernants et leur faire comprendre que les nationalistes modérés eux-mêmes, dès 1955, se refuseraient à entrer ouvertement en opposition avec le F.L.N. Au reste, M. Farès avait déclaré, déjà au temps du gouvernement Mollet, qu'il fallait envisager le dialogue avec les dirigeants de la rébellion. Celle-ci était pourtant alors en position beaucoup moins forte qu'aujourd'hui, sur le plan militaire et sur le plan diplomatique. Il avait donné au Monde, en septembre 1956 des raisons fort pertinentes pour expliquer son évolution : la conduite de la « pacification » ne pouvait que rejeter de plus

en plus les masses algériennes vers le F.L.N. ; celui-ci, même s'il n'était pas toujours approuvé sans réserve, apparaissait comme le grand espoir d'émancipation ; de moins en moins les Algériens consentiraient à se laisser séparer de lui.

Rien n'y fit. On s'obstina à parler des chances d'un nationalisme modéré, capable de soustraire les Algériens à l'autorité du F.L.N., qui cependant ne cessait de se consolider.

Et voici qu'aujourd'hui on arrête M. Farès. Il est accusé d'avoir été le centralisateur des fonds recueillis en France par les collecteurs du F.L.N. C'est le gouvernement lui-même qui souligne ainsi la vanité de toutes les tentatives antérieures de constitution d'une « Troisième Force ».

Le moment auquel intervient cette arrestation n'est pas moins important. Si, comme on nous le répète, on est à la veille d'une reprise de la négociation, il n'était peut-être pas particulièrement opportun de prendre une telle mesure. On serait curieux de savoir à quel échelon (police, gou-

vernement, Elysée) celle-ci a été décidée.

Ce n'est pas la première fois, il est vrai, que « le pouvoir fort et cohérent » nous donne l'exemple de ses contradictions. Il persévère d'ailleurs avec une étonnante obstination. La première allocution de de Gaulle à Bastia nous en apporte encore la preuve. Tout en déclarant, une fois de plus, que « le règlement est en vue », que la France pour sa part ne pose aucun préalable à la négociation, de Gaulle vient encore d'envisager la possibilité d'un partage. C'était bien la peine que Joxe se donne tant de mal pour paraître laisser entendre, il y a quelques jours, qu'une telle solution était abandonnée.

Ainsi, jusqu'au dernier moment, nous aurons à redouter que la négociation soit retardée par toutes ces équivoques par lesquelles le gouvernement paraît s'acharner à donner des justifications aux craintes et aux hésitations du G.P.R.A.

Pierre LUQUET

L'agriculture à la

Alors que le Ministère de l'Agriculture remet en chantier un second projet de loi sur la « fixation des prix agricoles » — le premier n'ayant pu franchir le cap de l'Assemblée Nationale — alors que les Chambres discutent le budget de l'Agriculture sans vouloir s'attaquer aux grands problèmes; alors que les syndicats agricoles sont dans l'expectative, la Commission de l'Agriculture du Commissariat au Plan vient de remettre son rapport d'orientation qui fixe les perspectives de l'agriculture française pour le IV^e Plan (1962-1965).

Ce très long document d'une centaine de pages établit le diagnostic du malaise actuel et propose des remèdes à long terme (1).

Même s'il convient de faire un certain nombre de réserves sur des solutions qui paraissent parfois bien timides, tel qu'il est rédigé, ce rapport n'en offre pas moins des bases de travail extrêmement intéressantes.

LE IV^e Plan sera placé, en ce qui concerne l'agriculture, sous le signe d'une expansion inéluctable.

Ce fait fondamental modifie nécessairement toutes les perspectives car il place au premier plan le pro-

Cet accroissement de la production, conjugué avec une diminution de la population agricole (4.100.000 personnes en 1965 contre 4.530.000 en 1959) entraînera une augmentation du pou-

La bataille des prix

La composition de la Commission du Plan laisse une très large place aux représentants des agriculteurs, qui ont approuvé le rapport d'orientation dans ses grandes lignes. Cependant, un point de désaccord très important est apparu au sujet de la fixation des prix d'objectif pour 1965. Alors que les experts du Plan se refusaient à les augmenter, les syndica-

voir d'achat par tête de 29 % pendant la durée du IV^e Plan, soit sensiblement le même pourcentage que pour les autres classes sociales.

listes agricoles demandaient une hausse modérée de ces prix.

Sans vouloir préjuger du problème de l'indexation des prix, que le Parlement devra examiner à nouveau, le rapporteur général de la Commission souhaiterait fixer les prix d'objectif pour 1965 à leur niveau actuel, comme le montre le tableau ci-dessous.

LES PRIX D'OBJECTIF POUR 1965

	PRIX D'OBJECTIF 1965 (anciens francs)	PRIX 1961 (anciens francs)	RAPPORT DES PRIX 1965/1961
BLE TENDRE ...	4.065	4.065 (1)	100 %
LAIT	34,1	38 (1)	89 %
BŒUF (1re qual.)	510	411	124 %
PORC	385	392	98 %
ŒUFS	25	19,7	126 %

(1) Prix de campagne.

A l'exception des cours du bœuf, dont la production doit être encouragée, tous les autres prix sont stables ou en légère baisse.

Les économistes estiment que dans une conjonction d'excédents structurels, les prix d'objectif n'ont plus

de justification et faire peser une lourde charge sur le niveau de vie des travailleurs, la hausse des denrées alimentaires ayant de grosses répercussions sur les budgets familiaux;

— Rendre non compétitifs les prix français qui nécessiteront des aides accrues à l'exportation (comme nous l'avons démontré déjà ici pour les excédents de beurre).

Ces deux effets conduiraient donc à restreindre, de fait, les débouchés qui sont d'ores et déjà insuffisants.

Le Commissariat au Plan, s'il est convaincu de la nécessité d'assurer des transferts de revenus au profit des paysans estime que ce transfert, qui est « le prix de la modernisation de l'agriculture française », doit être effectué par le canal des subventions budgétaires et non par la hausse des prix qui en ferait porter tout le poids sur les travailleurs.

A ces arguments, les représentants des agriculteurs répondent que le niveau des prix d'objectif tel qu'il est fixé est incapable d'assurer la parité des revenus qui est la revendication primordiale des agriculteurs. Sans doute, l'augmentation de la production permettra d'accroître les revenus paysans, mais l'écart demeurera; les autres classes sociales doivent aider les agriculteurs qui ne feront pas, une fois de plus, les frais de la stabilité des prix.

Il ne s'agit donc pas d'un désaccord sur le but: l'obtention plus ou moins rapide de la parité et l'accroissement des revenus agricoles, mais sur les moyens à employer pour atteindre cet objectif.

Comment améliorer les revenus paysans

Ni économiquement, ni politiquement, le transfert de revenus par les prix ne paraît être la meilleure solution. Économiquement, il apparaît difficile de maintenir les prix en hausse alors que la production va devenir excédentaire; en règle générale, l'abondance se traduit par une baisse des prix et non par l'inverse: la consommation de masse ne s'accommode pas d'une augmentation des coûts.

Politiquement, il n'est certes pas souhaitable que les travailleurs urbains voient encore leur niveau de vie diminuer, ce qui aurait pour premier

effet de restreindre davantage la consommation, c'est-à-dire d'aller directement contre le but recherché. L'action unie des travailleurs des villes et des campagnes ne pourra se développer que si les premiers n'apparaissent pas comme les perdants, ce que les syndicats ouvriers ne sauraient tolérer.

L'amélioration des revenus des agriculteurs ne passe donc pas par l'augmentation nominale des prix qui, comme nous l'avons montré plus haut, a peu de chance d'entrer dans les faits à cause de la surabondance de l'offre.

En conséquence, la parité ne peut être obtenue qu'en jouant la carte de l'expansion, non pas anarchique mais contrôlée par les syndicats paysans; l'augmentation de la production et la recherche de débouchés nouveaux devraient entraîner corrélativement l'accroissement des revenus. Un exemple, pris parmi beaucoup d'autres, montre que ce mécanisme peut être efficace. Alors que le prix du blé n'a augmenté dans les dix dernières années que de 1.400 F par quintal, le « revenu céréalier » est passé, en francs constants, de 157 milliards à 289 milliards, les surfaces emblavées étant restées stables. Cet exemple montre bien que les seuls accroissements de la production et du rendement ont permis au niveau de vie des producteurs de croître.

En définitive, la solution au malaise agricole est là; il faut que les agriculteurs prennent la tête du grand mouvement de modernisation et de réforme de l'agriculture; il faut qu'ils exigent la réforme du statut foncier, le contrôle des circuits de distribution; qu'ils réclament un véritable enseignement agricole et le développement de la vulgarisation. Loin de freiner la gigantesque mutation de l'agriculture qui s'effectue sous nos yeux, ils doivent l'accélérer, la diriger: l'abaissement des coûts de revient, la disparition des marges de distribution trop élevées, la constitution d'entreprises rentables amèneront automatiquement la parité des revenus, sans que pour autant le consommateur en supporte tout le poids.

Constituer des entreprises rentables

Trop de producteurs vivent mal — pour ne pas dire survivent tout juste — parce que la structure de leur exploitation est trop petite. À côté de ces « petits », une agriculture de type capitaliste se développe et prospère. La balance est inégale. Un jour ou l'autre, les « petits » devront disparaître. Seuls, ils ne peuvent rien, groupés au sein de coopératives de production et de distribution, ils disposent des moyens techniques indispensables pour améliorer leur niveau de vie et résister aux tentatives de concentration de type capitaliste.

La première réforme à entreprendre est donc, comme l'ont bien compris les Jeunes Agriculteurs, de réaménager les structures foncières. L'exode rural, qui atteint actuellement 80.000 ruraux par an, laisse des terres inoccupées dont les grosses sociétés se rendent acquéreurs au détriment des jeunes qui ne disposent pas des mêmes moyens financiers. Dans les régions riches, la spéculation foncière fait rage, encouragée parfois par les rapatriés d'Afrique du Nord qui cherchent à se reclasser. C'est pour lutter contre cette spéculation tout en favorisant la constitution d'entreprises viables — qu'ont été créées les Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Établissement rural (S.A.F.E.R.) qui sont de « quasi service public », sans but lucratif. Mais les S.A.F.E.R. ne pourront remplir leur mission que si elles disposent d'un droit de préemption à l'achat des terres rendues vacantes. Ce droit, les gros agrariens ne sont pas disposés à l'accepter, car il remet en cause la sacro-sainte liberté du marché foncier qui permet aux puissants de renforcer leur domination. Son obtention par les jeunes syndicalistes sera donc un test de leur puissance et de leur volonté de lutte.



(A.D.P.)

blème des débouchés tant intérieurs qu'extérieurs.

Quelques chiffres mettent en lumière cette tendance irréversible. Pendant les quatre prochaines années, la production agricole augmentera au minimum de 30 %.

Pour les principaux produits, le tableau ci-dessous retrace l'évolution prévisible de la production:

grande signification; ce qui importe surtout, c'est le prix effectivement perçu par les producteurs. Quand bien même les prix seraient relevés, il n'est donc pas bien assuré, devant l'abondance des produits, qu'ils pourraient être respectés. Par ailleurs, une hausse des prix risque d'avoir des effets désastreux:

— Décourager la consumma-

PRÉVISIONS DE PRODUCTION DU IV^e PLAN

	1959	1965	% d'accroissement 1965/1959
BLE (Millions de qx)	114,9	126	109,5 %
FRUITS (Milliers de T.)	1.565	2.821	180 %
VIN (Millions d'hl)	58,3	58	98 %
LAIT (Millions d'hl)	197	295	150 %
BŒUF (Milliers de T.)	1.000	1.350	135 %
PORC (Milliers de T.)	1.200	1.350	113 %

croisée des chemins

Par ailleurs, le remembrement doit être accéléré dans une perspective de rentabilité économique. Enfin, l'octroi de retraites décentes aux vieux travailleurs des campagnes devrait inciter ceux-ci à « prendre leur retraite », permettant ainsi aux jeunes d'acquérir de nouvelles terres.

L'action des S.A.F.E.R. et l'accélération du remembrement, sous le contrôle des syndicats, faciliteront la mise en place d'exploitations de taille suffisante pour utiliser au mieux les techniques modernes, sans être écrasées par l'amortissement financier du matériel.

L'organisation des marchés et des circuits de commercialisation

Mais la rentabilité et la modernisation des entreprises demeureront insuffisantes tant que les producteurs dépendront étroitement des marchands de bestiaux et des grossistes-expéditeurs. L'industrie aujourd'hui ne se contente plus de produire, elle veut vendre, ce qui explique le développement de ses services commerciaux. Cet état d'esprit est aussi valable dans l'agriculture : sans être pour autant un commerçant, le producteur doit pouvoir contrôler la commercialisation de ses récoltes.

C'est pourquoi les organisations syndicales revendiquent l'organisation et le contrôle des marchés par la profession. Cette organisation s'effectuera non seulement au moyen des formules traditionnelles — coopératives, S.I.C.A. (2) — mais aussi par la création de « groupements de producteurs », qu'un projet de loi doit définir prochainement. Plusieurs types de missions peuvent être confiés à ces groupements : le plus simple consiste à fixer des règles de commercialisation (y compris la fixation de prix minima) qui s'imposent à tous les producteurs d'une même denrée dans un rayon déterminé, après referendum auprès des exploitants organisé par le syndicat. L'intégration des fonctions de producteur et de commerçant peut aller plus loin, dans ce cas, les représentants de la profession créent une agence agricole de vente qui commercialise directement les produits.

D'autre part, les incertitudes qui tiennent au volume de la demande future peuvent être palliées par l'institution de contrats de production ou de culture, permettant de prévoir les débouchés dès l'ensemencement.

Cette action sur les structures de la distribution sera complétée par la création de centres modernes de commercialisation : marchés d'intérêt national pour les fruits et légumes (les producteurs devraient avoir la majo-

rité au Conseil d'administration des M.I.N. de production), réseau d'abattoirs industriels publics dont les installations sont mises à la disposition des coopératives et des S.I.C.A., stations de conditionnement, chaînes du froid, etc.

Mais toutes ces installations techniques ne profiteront réellement aux agriculteurs que s'ils les contrôlent effectivement, de même qu'ils devraient contrôler de 30 à 40 % des industries de transformation.

En ce domaine encore, le droit de propriété et le système de la libre entreprise empêchent la mise sur pied des réformes indispensables. Très prochainement, les agriculteurs se trouveront donc placés devant des choix économique-politiques, que tous ne se trouvent pas prêts d'assumer.

Armer intellectuellement le travailleur de la terre

La disparité la plus profonde qui sépare sans doute les campagnes des villes est sans doute l'inégalité devant l'instruction. Non seulement les enfants de la classe paysanne ont moins de chance de parvenir à l'enseignement secondaire et a fortiori à l'enseignement supérieur que les fils des autres classes sociales (y compris la classe ouvrière), mais encore ils n'ont guère de possibilités d'apprendre leur métier, c'est-à-dire de devenir les techniciens compétents que réclame une agriculture moderne.

Le développement de l'enseignement agricole est donc fort important à tous les niveaux : centres d'apprentissage, collèges techniques, écoles nationales supérieures doivent être largement ouverts aux enfants des exploitants agricoles.

Cet effort doit être complété par l'essor de la vulgarisation dispensée par les groupements de vulgarisation et par les C.E.T.A. (2).

Une politique de recherche doit enfin être promue si l'on veut améliorer la qualité des produits récoltés. A cet égard, si les spécialistes du Plan ont bien reconnu l'importance du facteur « connaissances techniques et intellectuelles » dans le processus de modernisation de l'agriculture, ils n'ont pu, malheureusement, disposer des crédits nécessaires à cette politique. Bien que les crédits consacrés à ces trois rubriques passeront de 203,5 milliards pour le III^e Plan à 595,8 milliards pour la durée du IV^e, cet effort est tout à fait insuffisant et risque

de compromettre les autres réformes entreprises si la Direction du Budget ne reconsidère pas sa position. Mais ce problème n'est pas particulier à l'agriculture...

agriculture est la montée d'une nouvelle génération formée dans la discipline syndicale, plus soucieuse des intérêts collectifs de la profession que de la survie de structures périmées.



(A.D.P.)

Des campagnes en voie de sous-développement

Il est de notoriété publique que le malaise paysan a été ressenti fort inégalement suivant les régions. Si les paysans pauvres du Centre et de la Bretagne sont passés à l'action, les gros agrariens du Nord et de la région parisienne se sont contentés de rester passifs, en attendant de tirer les marrons du feu.

Les réformes nécessaires que nous avons évoquées dans cet article auront aussi pour rôle de réanimer les régions sous-développées. La réforme des structures foncières, en particulier, doit profiter essentiellement aux campagnes pauvres, l'accroissement de la taille des exploitations devant les rendre plus rentables, et partant, accroître les échanges régionaux.

Il n'en demeure pas moins que la disparité régionale des revenus tirés de l'agriculture ne disparaîtra pas au cours du IV^e Plan. En effet, comme l'a fait remarquer Michel Debatisse, l'évolution du produit brut par personne active accusera encore en 1965 de grands écarts. Il atteindra, par exemple, 15.000 NF en Haute-Normandie et dans la région parisienne, mais ne s'élèvera qu'à 6.300 en Bretagne et à 5.630 dans le Massif Central.

Les responsables du mouvement paysan doivent donc participer activement à l'aménagement régional dans une optique non capitaliste. Si cette évolution n'était pas enrayée, le « désert français » ne cesserait de s'étendre, engendrant des problèmes de main-d'œuvre qu'il serait pratiquement impossible de résoudre.

Le Commissariat au Plan a tracé lucidement les options offertes à l'agriculture au cours des quatre prochaines années. Les remèdes qui ont été proposés peuvent apporter des solutions durables à une économie agricole en pleine mutation dans la mesure où ils s'attaquent aux causes fondamentales et n'en restent pas aux effets secondaires. Une production anarchique, une population pléthorique, des méthodes désuètes, des privilèges exorbitants, asphyxient peu à peu l'agriculture française qui fait pourtant encore vivre le quart de la population nationale. Est-il étonnant que ces structures d'un autre âge, en bloquant les mécanismes, aient engendré un profond malaise que quelques aumônes ne réussissent pas à dissiper ?

Pourtant, la grande chance de cette

Les plus lucides de ses militants savent bien qu'elle doit réussir une réforme totale ou périr. Mais le poids des mentalités, la coalition des intérêts des grands propriétaires et l'inexpérience des forces syndicales neuves risquent d'émousser cette combativité, de la détourner de son but en la cantonnant dans des actions purement revendicatives. Certes, il est plus facile, plus « payant » à court terme, de se battre pour une subvention de quelques nouveaux francs, mais en définitive, qu'aura-t-on changé à une situation génératrice de crise ?

Cette voie de la facilité est une tentation à laquelle il ne convient pas de succomber. L'avenir des travailleurs de la terre, comme l'avenir de toutes les classes productrices de la nation sera assuré par une lutte de tous les instants.

Sans doute, le Plan apporte-t-il des objectifs intéressants ; sans doute, fournit-il la possibilité d'un développement harmonieux. Mais il n'existe que sur le papier ; déjà le gouvernement refuse une partie des crédits qui sont nécessaires à la mise en œuvre des solutions proposées.

Demain, les gros commerçants, les grands propriétaires tenteront de faire échouer des réformes révolutionnaires qui remettent en cause leurs privilèges. Il n'y a pas de « nuit du 4 août » à attendre : ces réformes ne pourront aboutir que si les paysans en prennent les moyens, que s'ils unissent leurs efforts à ceux des syndicats ouvriers.

Il faut prendre clairement conscience que les objectifs qui ont été définis ne peuvent être atteints que par une remise en cause radicale du système, non seulement du système politique, mais plus encore du système économique, entre autres des structures de la propriété foncière.

Le rapport d'orientation agricole pour le IV^e Plan n'est certes pas négligeable. Il apporte même, selon nous, la réponse à de nombreux problèmes, mais encore faut-il que les Pouvoirs publics donnent les moyens de réaliser les actions qu'il propose. Ces moyens, financiers mais aussi politiques, il appartient aux organisations agricoles de les exiger par une action incessante.

Plus que jamais, le sort de la classe paysanne repose entre les mains de ses militants les plus lucides et les plus courageux.

J.-C. Barigel

1) On regrettera que la Commission n'ait pas cru devoir traiter le problème des ouvriers agricoles, l'une des catégories de travailleurs les plus exploitées. On espère que la F.N.S.E.A. et le C.N.J.A. voudront bien l'étudier avec les syndicats d'ouvriers agricoles.

(2) — S.I.C.A. : Sociétés d'intérêts collectifs agricoles.

— C.E.T.A. : Centres d'Etudes Techniques Agricoles.



(A.D.P.)

Le Congrès de la F. E. N.

CLARIFICATION ET RECHERCHE

Trois jours durant, comme chaque année à pareille époque, plus de cinq cents délégués, représentant les sections départementales et les syndicats nationaux de la Fédération de l'Education Nationale (autonome), ont débattu l'ensemble des problèmes que doit affronter en cet automne 1961, le mouvement syndical universitaire.

On sait l'originalité de la F.E.N. : elle rassemble en son sein les différentes tendances du mouvement syndical contemporain, regroupées sous trois étiquettes : « Auto-nomes », « Bouches-du-Rhône » (1), « Ecole Emancipée ». Cette unité dans la diversité des courants fait que chaque congrès annuel est à la fois un congrès corporatif, faisant le point de la situation des enseignants et de l'enseignement, et un congrès politique, au sens large du terme, permettant d'apprécier les positions des grands courants organisés du monde du travail.

Cela se traduit aussi par la présence à la tribune du congrès des représentants des syndicats d'enseignants soviétiques, yougoslaves, anglais, belges et allemands (de l'Allemagne fédérale) sans oublier le représentant des enseignants républicains espagnols en exil.

Tassement de la majorité...

Sur le plan corporatif, le Congrès 61 s'est tenu au moment où les enseignants ont touché les premières augmentations, résultant du reclassement de leur fonction acquis le 9 avril dernier. Les polémiques nées de la levée des mots d'ordre de grève à cette date ont été estompées par le temps — et surtout les augmentations perçues ont joué en faveur de la direction fédérale. Il reste cependant un reliquat de ce problème : catégories n'ayant encore rien obtenu (par exemple les personnels de l'Intendance et de l'Economat), catégories que lésent les formes prises par certaines mesures (par exemple les retraités). En outre, les jeunes débutants et auxiliaires — de plus en plus nombreux — ressentent cruellement la baisse générale du niveau de vie.

Néanmoins, la discussion du rapport d'activité, sur ce point, a été moins véhémente qu'elle ne le fut au

Congrès du Syndicat National des Instituteurs, en juillet. Finalement, le rapport d'activité fut adopté par 61 % des suffrages exprimés. On peut y voir un léger tassement de la majorité, les deux minorités ayant émis un vote négatif. Sans doute est-il à la fois l'expression des séquelles du 9 avril et le contre-coup de l'accumulation des difficultés qu'affronte l'enseignement public.

Car si les enseignants ont reçu quelques avantages matériels à dater du 1^{er} mai, l'enseignement public souffre d'une situation aggravée, que chaque rentrée scolaire dégrade un peu plus. Le moment est difficile par suite de la conjugaison de l'évolution démographique qui grossit le flot des enfants à la porte des écoles et des classes creuses de maîtres qui réduisent les effectifs du personnel enseignant. Or, c'est le moment qu'a choisi l'Etat gaulliste pour sacrifier l'enseignement public à l'enseignement privé ! L'aide qu'il apporte à ce dernier a soulevé une fois de plus la protestation unanime de la F.E.N.

Mais c'est aussi le premier problème politique à propos duquel se sont opposés les courants syndicaux. A la suite de la direction du P.C.F. et de la C.G.T., les porte-parole de la minorité « Bouches-du-Rhône » ont protesté contre la formule du C.N.A.L. et réclamé la constitution d'un Cartel National d'Action laïque, associant entre autres les partis politiques à la direction de la lutte. La thèse constante de la majorité fédérale, depuis l'échec des Etats généraux de la France laïque organisés par le Cartel il y a près de quinze ans, est nette : dans l'état de division des laïcs, la formule du Cartel ne peut aboutir qu'à un échec, ou écartier de l'action une fraction de l'opinion laïque. Au contraire, la formule du C.N.A.L. a fait ses preuves en 59-60. Sur ce point, un vote triangulaire a eu lieu, qui recoupe le vote général d'orientation. Il faut s'attendre, dans les prochaines semaines, à une relance de l'action du C.N.A.L., devant aboutir à un vaste rassemblement national au début de l'année prochaine.

Pareillement, sur les problèmes corporatifs, pédagogiques, et même sur la défense des libertés, des textes différents furent présentés et maintenus par chacun des trois courants, sans qu'aucun d'entre eux n'ait sérieusement cherché à dépasser ces oppositions. Tout s'est passé comme si cha-

cun était préoccupé, à cette date, de définir complètement son visage et de compter ses forces, avant des événements dont on ne sait encore très bien quel tour ils prendront.

Si bien que sur ces problèmes, les votes décomptés ont été analogues au vote d'orientation qui a donné 65 % des suffrages exprimés à la majorité autonome, 29 % à la minorité « Bouches-du-Rhône », 6 % aux « Amis de l'Ecole Emancipée » — (contre respectivement 68 %, 26 % et 6 % en 1960). Stabilité générale donc, avec un léger déplacement de la majorité vers la minorité « Bouches-du-Rhône » (3 %).

...Sauf sur l'Algérie

La situation était, au départ, identique en ce qui concerne le problème algérien. C'est sur ce point pourtant dont l'importance n'a nul besoin d'être soulignée, que ce Congrès de clarification très « traditionnel » devait réserver une surprise.

L'examen du rapport commença par l'adoption à l'unanimité d'un texte sur les exactions dont ont été victimes les Algériens à Paris : vigoureuse condamnation des mesures discriminatoires à caractère raciste et des violences policières qui répondirent aux manifestations pacifiques du 17 octobre. Le Congrès, solennel et unanime, décida aussitôt l'envoi d'une délégation au ministère de l'Intérieur pour y déposer le texte voté. Il décida aussi de consacrer au problème du racisme l'habituelle « Journée des Droits de l'Homme » et de recueillir sur ce problème toutes informations utiles qui seront publiées.

Puis ce fut la discussion sur le problème algérien lui-même. Deux résolutions seulement furent soumises au vote : celle présentée par « l'Ecole Emancipée », celle présentée par la majorité autonome. La minorité « Bouches-du-Rhône » s'était en effet ralliée à ce dernier texte, après que son auteur ait accepté d'en retirer une phrase visant les responsabilités du F.L.N. dans la rupture des pourparlers. Le texte, ainsi voté à plus de 90 % des mandats, souligne l'urgence nécessaire d'une reprise des négociations avec le G.P.R.A., indique les conditions de la réussite d'une telle négociation : respect de l'intégrité du territoire algérien, assurance d'une décolonisation réelle, garanties à la minorité européenne. Enfin, le texte sou-

haite qu'entre la France et l'Etat algérien indépendant s'établisse une fructueuse coopération.

Le signal du ralliement à ce texte de la minorité « Bouches-du-Rhône » fut donné par le porte-parole le plus autorisé de ce courant au sein du S.N.I., le même qui avait très durement attaqué les dirigeants de ce syndicat en juillet dernier sur cette question. Faut-il voir là l'indice d'une certaine évolution de ce courant ? Serait-ce une première conséquence du XXII^e Congrès ? Il est vrai que la position exprimée dans le texte voté marque aussi une certaine évolution de la majorité fédérale par rapport aux congrès précédents, due à l'effort de synthèse réalisé entre les positions des différents syndicats — et à la pression des faits !

En tout cas, cet épisode débouche indirectement sur le problème que le Congrès n'a pas abordé — bien qu'il fût sous-jacent à pas mal d'interventions : celui des regroupements, et de l'action coordonnée de l'opposition à la politique actuelle. Premier opposant au régime par sa grève du 30 mai 1958 et par son vote négatif à la Constitution, la F.E.N. reste un élément important dans l'évolution d'une gauche qui cherche les voies et moyens de son action à venir. En réalité, le problème n'était pas mûr pour être abordé de front, et nul ne voulait compromettre prématurément les chances d'un futur qui n'a pas encore pris forme. D'où sans doute une certaine prudence des orateurs en la matière.

En tout cas, ce Congrès, malgré les difficultés de toutes sortes qui assaillent la F.E.N. comme toutes les autres organisations syndicales et politiques aujourd'hui, la vitalité d'une organisation largement représentative, rassemblant dans son sein, nationalement et localement, des militants dont le rôle sera sans doute fort important dans les mois et les années qui viennent.

François ROMAIN

(1) Ce courant correspond à l'ancien courant cégétiste, partisan lors de la scission confédérale de 1948, du maintien à la C.G.T.

Depuis lors, ce courant a adopté le principe du refus des tendances (comme la C.G.T. elle-même) mais, en raison des statuts mêmes de la F.E.N., doivent néanmoins se constituer en courant.

Un colloque international sur :

Les Cadres et le Syndicalisme

UN colloque international sur les cadres et le syndicalisme s'est déroulé les 20 et 21 octobre au siège de la C.G.T. - F.O., sur l'initiative de la Fédération F.O., des Ingénieurs et Cadres. Participaient à ce colloque des représentants des syndicats de Cadres, F.O. du secteur privé ou nationalisé, ou bien dépendant de la Fonction Publique, des représentants de l'U.N.E.F. et des élèves des Grandes Ecoles ainsi que des syndicalistes suédois, américains, anglais, belges et allemands. La CFTC était représentée par M. Lagrandé, président des cadres de cette centrale.

Certaines données fournies par les rapporteurs sont pleines d'intérêt. C'est ainsi que le belge Jean Humblet a indiqué que « le pourcentage des cadres varie considérablement d'une industrie à l'autre ». Il a ajouté, toutefois, que « leur nombre s'est augmenté de 25 % en dix ans, sous la pression combinée de l'expansion et de la technicité ».

Contrairement à ce qu'on pouvait croire en France, l'immense majorité des cadres ont appartenu à un syndicat mais le nombre des syndiqués a diminué : « Sont encore syndiqués 60 % des cadres supérieurs et moyens et 37 % des cadres subalternes. Tous les cadres supérieurs et moyens sont membres d'un syndicat de catégorie ; il en est de même de la plupart des cadres subalternes ».

Certains changements « provoqués tant par l'évolution économique et technique que par le progrès social » devraient permettre au cadre de prendre sa place dans le mouvement syndical : « c'est le cas de la disparition d'avantages en nature et de divers signes extérieurs de prestige, héritages d'une époque où les cadres étaient souvent les agents d'un patronat tout-puissant ». Cependant, les origines sociales des cadres ne favorisent pas toujours cette prise de conscience : « c'est dire que nombre de cadres ne doivent pas leur fonction avec les avantages qu'elle comporte uniquement à leur travail et à leurs diplômes, mais, au fait que, dans le milieu dont ils sont issus, on a été en mesure de leur faire assurer un enseignement supérieur et de créer le climat nécessaire aux études, et les relations familiales n'ont parfois pas peu contribué à leur carrière ».

Inversement, le souci de se solidariser avec le patronat l'influence des slogans capitalistes, se retrouvent chez « des cadres d'origine modeste, sans grande formation scolaire et qui croient fermement que la promotion individuelle est la solution du problème social... ». On a dans sa giberne son bâton de maréchal... Ce sont là des obstacles à la syndicalisation des cadres.

D'autre part, les revendications sa-

lariales des cadres ne doivent pas les amener à perdre de vue la solidarité qui unit les différentes catégories de salariés. « Sans doute, les cadres ont raison de réagir contre le nivellement des rémunérations, mais l'on sait que l'augmentation des salaires minima qui rétrécit l'éventail des salaires est suivie en cas d'expansion économique d'un rétablissement de la hiérarchie des rémunérations. On sait également, vu les transformations des structures qualitatives de la main d'œuvre, que seule la solidarité de ceux qui sont en position favorable pour négocier avec ceux dont ce n'est pas le cas donne des chances aux revendications générales d'aboutir. Or, sur ce plan, il n'y a pas lieu de distinguer entre ouvriers, employés, cadres, mais entre catégories techniques ».

Paul Alba, secrétaire au syndicat des Ingénieurs de la Régie autonome des pétroles a souligné de son côté que « l'évolution économique entraîne un glissement du nécessaire au superflu ; il s'ensuit que les rapports de salaire doivent diminuer entre ingénieurs et ouvriers, puisque le superflu ne peut s'accroître indéfiniment ».

Il a condamné par ailleurs les syndicats catégoriels : « On ne peut imaginer des relations inter-salariales confiantes établies sur des syndicats de catégories : on crée ainsi des cas-

tes et l'expérience historique montre que les sociétés à castes ne peuvent évoluer ». C'est pourquoi, il préconise « la double appartenance de l'ingénieur à un organisme syndical analogue à celui de l'ouvrier et un autre organisme regroupant des ingénieurs de diverses professions ».

René Richard, secrétaire de la Fédération des Cadres Force-Ouvrière a tiré la conclusion de ce colloque en des termes qu'on ne peut qu'approuver : « L'importance des cadres dans l'économie crée une menace de technocratie qui, même recrutée dans la masse, pourrait prendre le relais de la domination capitaliste. Les salariés alors, ne feraient que changer de maîtres. Seule, la démocratie économique peut parer ce danger. Elle est au programme de nos centrales syndicales, mais les cadres doivent agir pour que ce projet ne reste pas seulement formel ».

Si les cadres constituaient un groupe d'intérêts particuliers, ils compromettraient le développement d'une économie socialiste en privant les centrales ouvrières d'un concours constructif. Loin de s'isoler, les cadres doivent donc, pour la défense de leurs propres revendications comme pour la progression des travailleurs, s'intégrer au mouvement ouvrier. »

M. C.

Les Syndicats et le regroupement de la gauche

La crise du régime gaulliste pousse les « partis de gauche » à envisager des formules de regroupement qui permettraient de faire face à la succession. Cependant les divisions de la gauche — en particulier entre communistes et non-communistes, voire anti-communistes —, les calculs des uns et des autres engendrent un bouillonnement d'autant plus confus... que le régime n'est pas à terre.

Cette confusion n'épargne pas les syndicats qui ont le sentiment d'avoir mieux résisté que les partis à la vague de dépolitisation, mais dont les militants répugnent à s'engager sur le plan politique ou tout au moins redoutent d'être utilisés à des fins politiciennes.

« Les syndicalistes ne doivent pas être des fantassins », écrivait récemment M. G. Montaron dans *Témoignage Chrétien*. C'est parce que nous partageons ce point de vue que nous avons défini une conception du Front Socialiste qui respecte l'autonomie des organisations syndicales et doit leur permettre de collaborer avec les forces politiques sur un pied d'égalité.

Mais voyons ce qu'il en est des positions des différentes centrales face aux projets de regroupement de la gauche.

L'EVOLUTION de la C.F.T.C. dans le sens de la déconfessionnalisation, le dynamisme de ses militants, la pratique de l'unité d'action avec la C.G.T. font que les déclarations et les initiatives de cette centrale sont considérées de toutes parts avec beaucoup d'intérêt. C'est ainsi que le conseil confédéral C.F.T.C. affirmait le 2 octobre « le droit et le devoir de la centrale de prendre sa part dans la tâche d'intérêt national que constitue la construction de la démocratie ». Le bureau était mandaté pour prendre « toutes les initiatives et contacts utiles, afin de rechercher avec les organisations syndicales libres les modalités d'un comportement commun dans les circonstances présentes ». Cette terminologie excluait la C.G.T. de ces contacts. De fait, une rencontre avait lieu vers la mi-octobre entre des représentants de F.O., de la C.F.T.C., de la F.E.N. et du C.N.J.A. (Centre National des Jeunes Agriculteurs). Les conversations entre ces organisations, auxquelles s'est jointe l'U.N.E.F., se poursuivent actuellement afin de définir éventuellement un programme commun qui serait ensuite présenté aux partis politiques. Nous souhaitons quant à nous que ces derniers ne se contentent pas de l'approuver dans un but électoral mais le discutent de façon approfondie avec les intéressés et le confrontent avec le leur propre de façon à aboutir à une plate-forme commune.

Cependant le problème des rapports avec le P.C. et la C.G.T. demeure posé. Le 14 octobre, devant une Assemblée des militants CFTC de la région parisienne, Eugène Descamps, secrétaire général a parlé de la nécessité d'un « désengagement » à l'égard de la C.G.T. — ce qui a fait beaucoup de bruit. Il semble que la tension internationale et le fait que les communistes imposent à la C.G.T. l'alignement sur les thèses de l'Est aient contribué à susciter cette déclaration. La crainte d'un vide politique, la méfiance à l'égard des vieilles équipes de la IV^e mais aussi la conscience du poids électoral des formations traditionnelles, peut-être des illusions sur les possibilités de rénovation de la V^e République, tout cela joue un rôle dans les préoccupations et les prises de position de la majorité « centriste » de la CFTC. A noter également dans ses déclarations un anti-capitalisme vigoureux mais parfois imprécis. Quoi qu'il en soit, la centrale demeure réticente en face des projets de « cartel démocratique » de la SFIO et ne s'engagera pas sur le plan politique avant la fin de l'année.

La CGT n'en a pas moins réagi vivement contre cette position de « désengagement ». Benoit Frachon a répondu dans *l'Humanité* à Eugène Descamps, l'accusant de diviser la classe ouvrière, de faire de la « politiciaille » et lui reprochant sa déclaration élogieuse en faveur

de l'encyclique « Materna et Magistra ». Par ailleurs, Frachon mettait l'accent sur l'unité d'action revendicative entre la CGT et la CFTC qui se développe — notamment dans le secteur public — « et qui continuera ». Il est clair que la CGT, forte de l'audience retrouvée dans la classe ouvrière depuis Budapest et depuis l'échec du référendum de 58, pense, que l'exclusive ne pourra non plus être toujours maintenue contre elle sur le plan politique.

Tel n'est pas évidemment l'avis du Bureau confédéral de Forces-Ouvrières qui a condamné tout rapprochement avec des formations ou des groupements « qui ne sont pas eux-mêmes foncièrement démocratiques ». Cet ostracisme à l'égard de la CGT et du P.C. rejoint évidemment celui de la SFIO qui se procure surtout de donner une caution syndicale à une nouvelle « III^e Force ».

Toutefois, Robert Bothereau demeure plus réticent que certains de ses amis devant les projets de la SFIO car, il ne veut pas gêner de Gaulle qui est, selon lui, le plus apte à faire la paix en Algérie. De là, à en conclure que Bothereau manigance je ne sais quel rassemblement de syndicalistes gaullistes, comme l'ont fait *l'Express* et *Libération*, il y a un pas qu'il ne faut pas franchir. L'hebdomadaire *Force Ouvrière* a publié sous le titre « Faux et usage de faux » un démenti de l'intéressé. Bothereau ne compte pas avec de Gaulle. La vérité est plus simple. Il défend son régime — comme il défendait le précédent — par anti-communisme. C'est ainsi qu'il écrit à propos des derniers conflits sociaux provoqués par l'attitude du gouvernement : « Et tout cela, qui au vrai n'a pas le mérite de la nouveauté ni celui de la perspicacité, ne serait que monnaie courante de luttes sociales qui en ont vu bien d'autres si ces affrontements, dont l'économie pouvait être faite, n'avaient pour cadre un champ où s'agitent fort déjà ceux qui guignent de droite ou de gauche, les déficiences du régime. Quel beau terrain de manœuvre a été ainsi offert à la C.G.T. ! »

Quant aux organisations universitaires, la F.E.N. et l'U.N.E.F., elles maintiennent à la fois le contact avec les syndicats « libres » et avec la CGT. Cependant au récent congrès de la F.E.N., Georges Lauré secrétaire général, s'en est pris vivement à la minorité ex-cégétiste : « Après des années de cohabitation, nous attendons encore de nos camarades ex-cégétistes qu'ils se désolidarisent, même sur une question secondaire, de la CGT et celle-ci du parti communiste. C'est là l'obstacle majeur au regroupement de la gauche. On nous accuse d'être des criminels parce que nous ne conseillons pas le front syndical commun. Mais la CGT n'est pas indépendante. Nous n'acceptons avec elle que des alliances circonstancielles et sur des objectifs précis ».

Précisément, faute d'un accord plus général, des accords sont actuellement possibles sur des points précis.

De l'action commune dans les luttes revendicatives...

Le récent comité national de la C.F.T.C. a précisé que les déclarations d'Eugène Descamps sur le « désengagement » à l'égard de la CGT n'excluaient pas l'action commune sur le plan revendicatif ou dans la lutte antifasciste. Les dernières grèves — et le mouvement annoncé pour le 14 novembre à l'E.G.F. — confirme qu'il en est bien ainsi.

Quant à F.O., la C.E. confédérale s'est penchée sur le cas des fédérations qui acceptent ce qu'elle appelle les « mots d'ordre concertés avec la C.G.T. » mais elle ne peut s'y opposer, ainsi qu'en témoignent les mouvements qui ont lieu dans le secteur nationalisé et aussi dans le secteur privé.

...à l'action commune pour la paix en Algérie

Cependant l'accord ne se limite pas aux revendications immédiates.

Les déclarations simultanées des U.D. de la région parisienne contre la répression dont sont l'objet les Algériens le montrent bien.

Par ailleurs, la décision du Comité national CFTC d'organiser à partir du 1^{er} novembre une « large campagne d'information et d'action » pour la paix en Algérie et « contre les violences » qu'engendre le conflit ne peut manquer d'avoir un profond retentissement. Des contacts seront pris à ce sujet avec les autres organisations syndicales — y compris sans doute en beaucoup d'endroits, avec la CGT.

En ce qui concerne la préparation à la riposte contre un putsch éventuel, Georges Lauré a déclaré dans son rapport au congrès de la F.E.N. : « Nous avions pensé jusqu'à ces derniers jours pouvoir organiser une manifestation préventive d'avertissement qui eût été dans les circonstances actuelles un apport précieux à la cause de la paix. Mais le « désengagement » récent de la C.F.T.C. à l'égard de la C.G.T. a rendu vain cet espoir pour un temps. »

Il convient de souligner d'autre part l'évolution de la F.E.N. sur le problème algérien. Il est vrai que l'irréalisme de la position « table ronde » est apparu aux yeux de tous. Lauré a bien fait des réserves sur « cette représentativité de fait quasi totale » qu'on est arrivé à assurer au FLN, mais il a déclaré ensuite avec raison : « Il est incontestable que les garanties qu'auront les nationalistes au sujet d'une décolonisation totale et celles qu'on assurera à la communauté européenne conditionneront le

succès de la négociation et son application dans les faits et sur le terrain ».

Certes, l'organisation n'est pas unanime. Les représentants de la tendance Ecole Emancipée n'ont pas voté la résolution sur l'Algérie et un des leurs a pu dire au cours du débat sur le rapport moral : « La majorité est à la remorque de de Gaulle. Pour la première fois, cette année, elle a osé prononcer le mot indépendance à propos de l'Algérie. » D'autre part, la minorité ex-cégétiste — qui a voté la résolution — n'a pas obtenu les assurances qu'elle demandait en ce qui concerne l'intégrité de l'Algérie (qui devait s'entendre Sahara compris) et sur le fait que les garanties aux minorités « ne seraient constituées de préalable aux négociations ».

Cependant, la motion est largement positive en ce qu'elle rappelle les engagements pris le 1^{er} février et le 30 juin 1960 par les organisations syndicales et souhaite la reprise des actions de masse pour la paix en Algérie.

Dans le climat favorable ainsi créé par les prises de position de la C.F.T.C. et de la F.E.N., un nouveau 27 octobre est-il possible ? Les communistes y participeront-ils cette fois sur un pied d'égalité ? S'il en allait autrement, s'ils cherchaient une fois de plus à diluer le mouvement par des mots d'ordre particuliers, ils porteraient de lourdes responsabilités dans le maintien durable de la division de la Gauche.

M. Combes

Les grévistes de Villerupt gagnent la première manche

Le patronat décide de surseoir aux licenciements prévus pour le 1^{er} novembre et les ouvriers sont remontés dimanche de la mine qu'ils avaient occupée pendant dix-neuf jours de grève sur le tas : retour à la surface triomphal parmi les camarades du bassin de Longwy.

C'est vers le 10 octobre que la direction de l'usine d'Aubrives annonçait ces licenciements et dans un avenir très proche, la fermeture de la mine et l'arrêt d'un haut fourneau. Cette décision amenait les 88 mineurs à commencer puis poursuivre jusqu'à dimanche une grève dure et pénible, malgré la solidarité agissante de milliers de camarades.

Motif de la décision patronale : non rentabilité des installations. Comité d'entreprise et représentant du ministre avaient déjà souligné de monumentales erreurs.

Pourquoi la S.A.V. possédant deux vieux hauts-fourneaux déjà amortis, en a-t-elle fait construire un troisième sans étudier les conditions de marché de la fonte Thomas ?

Pourquoi, la décision prise, a-t-elle investi ses capitaux dans un matériel choisi au hasard (creuset trop petit pour la rentabilité et empêchant les prix d'être compétitifs) ?

Pourquoi la S.A.V. ne s'est-elle résolue à poser le problème au Comité d'entreprise qu'une fois le carnet de commande épuisé ?

Le problème n'est pas local. Nombreuses sont les petites entreprises de Lorraine qui ne pourront maintenir leur vente par suite de la non-rationalisation de leurs procédés de fabrication. Les organisations syndicales et politiques dénoncent depuis des années cet état dans la région et se heurtent au refus des Pouvoirs publics et du patronat d'envisager l'implantation d'industries de transformation et de centres d'éducation technique qui assureraient aux fils des ouvriers un travail et une qualification nouvelle.

De plus, les propositions patronales de reclassement des mineurs dans les mines de charbon sont inacceptables. Ceux-ci y perdent et leur qualification et leur ancienneté (derniers arrivés, ils sont alors de nouveau exposés à des licenciements possibles).

Cette situation accule les travailleurs au chômage et au désespoir, et l'émotion était à son comble ces dernières semaines dans le bassin de Longwy. L'évêché et les députés du coin ont dû prendre position... C'est par milliers que les ouvriers

de Villerupt ont débrayé pour soutenir leurs camarades mineurs. Un comité de défense du bassin ferrifère lorrain comprenant de nombreuses municipalités, des syndicats (C.G.T., C.F.T.C., C.G.C., S.N.E.T.) et des conseillers généraux, s'est créé et se propose un double rôle d'étude et d'action auprès des Pouvoirs publics. L'inquiétude est grande et ce, d'autant plus que le quatrième plan de modernisation et d'équipement prévoit, sur le plan national, le licenciement de 835 mineurs (la Lorraine doit en faire les frais à 80 %) tandis que la production doit passer de 60 à 80 millions de tonnes...

Encore une fois les propositions des travailleurs et du comité d'entreprise ont été rejetées.

Encore une fois les travailleurs devront faire les frais d'une mauvaise gestion patronale.

Encore une fois, l'Etat et le patronat se seront moqués d'eux. Il ne peut s'agir de défendre ici l'anachronisme de certaines installations, mais :

1) La direction patronale ne désire-t-elle pas faire d'Aubrives une entreprise marginale ?

2) Le fort pourcentage de camarades syndiqués à Aubrives ne doit-il pas être lié à la récente décision du patronat ?

Les erreurs pourtant prévisibles de la gestion privée ne sont plus à démontrer et les milliers de manifestants de Villerupt ainsi que tous leurs camarades ouvriers entendent défendre leur droit au travail et ne plus supporter les conséquences du gaspillage capitaliste. L'on cherche, en vain, les prérogatives sociales de la V^e !

La Fédération de Meurthe-et-Moselle du P.S.U. participe à la lutte des camarades de Villerupt, qui est celle de la classe ouvrière contre la gestion et l'anarchie capitalistes.

Quant au récent recul des patrons devant la grève, il semble qu'il se soit agi pour eux de faire sortir les mineurs de la mine (et de les faire sortir sans pots cassés) et d'user leur combativité en de probables et nouvelles escarmouches. Les mineurs, tous les camarades ouvriers ne s'y tromperont pas.

Gestion ouvrière et socialiste de l'entreprise, planification démocratique de l'économie ; les résultats seront facteurs de la violence de notre lutte.

Jean-Marie Launay

Une nouvelle section dans la Marne...

La Fédération du P.S.U. continue à se développer. Une nouvelle section vient d'être créée, dans le canton de Montmort. Le secrétaire est le Dr Marquette et le secrétaire-adjoint, René Bénard. Il n'y avait pratiquement plus d'organisation de gauche dans ce canton.

D'autre part, le Bureau Fédéral a lancé le 18 octobre un appel pour un regroupement départemental des forces antifascistes. Ont déjà répondu favorablement : la C.G.T., la F.E.N., la Ligue des Droits de l'Homme, le P.C. ; sont réservées, à ce jour, les réponses de l'U.N.E.F. et de la C.F.T.C., F.O. et la S.F.I.O. ont opposé un refus, ce qui n'est pas sans créer quelques remous dans les rangs de ces organisations.

Les sections de Châlons et de Reims ont pris sur le plan local des initiatives dans le même sens.

Une réunion plénière de confrontation entre les organisations qui auront répondu favorablement aura lieu à Reims le 15 novembre.

...et dans les

Alpes-Maritimes

La Fédération P.S.U. des Alpes-Maritimes se développe : une section a été créée dans la région Est du département, regroupant Menton, Roquebrune et Monaco.

"LA VOIX DU P.S.U."

bulletin de la Fédération de Meurthe-et-Moselle

Le 1er novembre, 7ème anniversaire de la Révolution algérienne et premier numéro du périodique de la Fédération de Meurthe-et-Moselle, « La Voix du P.S.U. ».

Dans ce numéro, un article est consacré à la répression policière du 17 octobre contre les manifestants algériens :

« ... Le Racisme reprend vigueur en France même et, dans ce climat nauséabond, comment s'étonner des attentats commis ici et là dans la région : Metz, Nancy-Verdun... Et demain, quoi ? Faut-il rappeler que l'enquête sur l'égorgeement de deux Algériens à Nancy, en juillet, n'a pas encore abouti !

... Le Parti Socialiste Unifié réclame pour les travailleurs algériens le droit d'expression.

Le droit d'avoir leurs propres organisations syndicales,

Ou alors le régime doit aller jusqu'au bout de sa logique : après l'étoile jaune des Juifs, on verra l'étoile verte des Algériens, dix-sept ans après le départ des Nazis... »

Ce bulletin est le point de départ d'une campagne d'information du Parti en Meurthe-et-Moselle, afin de combler les graves lacunes de l'information gouvernementale...

Jean-Marie LAUNAY

Sur l'initiative du P.S.U. rencontre de syndicalistes ouvriers et paysans du Forez

Une importante réunion d'études s'est tenue à la salle de la mairie de Boën-sur-Lignon sur les problèmes agricoles de la région, présidée par R. Varinier conseiller municipal P.S.U. Y participaient des militants syndicalistes et familiaux de Boën, Montbrisson, Chazelles-sur-Lyon, et des jeunes agriculteurs de Marcoux, Leigneux, Marçilly, Bussy-Albieux, St-Laurent-sous-Rochefort, Saint-Sixte.

Les débats furent ouverts par M. Pierre, du Bureau fédéral. Après avoir précisé que le but de cette rencontre était de chercher à réaliser une meilleure compréhension, entre le monde des villes et celui des campagnes, il demanda aux jeunes agriculteurs présents de définir les raisons du malaise paysan dans la région. Robert Duclos fit un exposé précis, dans lequel il insista sur l'insuffisance des revenus de l'exploitant agricole, malgré un effort de modernisation, malgré une augmentation importante du capital d'exploitation et de la production. D. Chéze et P. Duris citèrent des faits et des chiffres confirmant cette analyse.

La discussion porta ensuite sur les solutions : réforme des circuits de distribution, réorganisation du FORMA, développement des coopératives de production, garantie d'une surface minimum d'exploitation (rôle des sociétés d'aménagement foncier en projet), lutte contre la spéculation foncière et les propriétaires fonciers non paysans...

Après différentes interventions dont celle d'André Garnier du C.P.N. sur les possibilités actuelles d'une vente directe aux consommateurs par les groupements d'achat (de quartiers et d'entreprises) et de M. Plasse sur la portée limitée des lois sociales agricoles, les participants se séparèrent après avoir convenu de la nécessité de nouvelles rencontres, pour réaliser l'unité d'action des travailleurs des villes et des campagnes.

A SAINT-ETIENNE Rencontre des mineurs PSU du Sud-Est

La Commission nationale d'action dans les entreprises organisée à Saint-Etienne une JOURNÉE D'ETUDE SUR LES PROBLEMES MINIERES le :

DIMANCHE 26 NOVEMBRE

Les fédérations intéressées sont priées d'indiquer le plus rapidement possible quelle sera l'importance de leur délégation et les modifications qu'elles voudraient apporter à l'ordre du jour que va leur soumettre la section d'entreprise de la Fédération de la Loire.

Il est recommandé aux délégués d'arriver à Saint-Etienne le samedi soir (ils seront hébergés chez des camarades) et d'indiquer leur heure d'arrivée à Saint-Etienne.

Une partie des frais des délégués sera prise en charge par la Commission nationale.

● Adresser toute correspondance à : Marcel MOUNARD, rue Borie « La Barrette », SAINT-ETIENNE (Loire).

Un exemple à suivre

Un camarade de la section de Melun, habitant Verneuil-l'Étang, décide d'entreprendre une vente de prospection de notre journal dans cette localité rurale où notre parti ne s'est jamais manifesté.

Le tract de défrichage est distribué dans une centaine de foyers qui doivent être touchés. Résultat inespéré : les 15 exemplaires de « T.S. » commandés sont vendus dans les 15 premiers foyers visités et un abonnement d'un an est recueilli par notre camarade.

Est-il besoin de dire que ce dernier compte ne pas s'en tenir là...?

Edouard Depreux à Caen...

La fédération du Calvados organisait, vendredi 27 octobre, à la salle des Beaux-Arts, une réunion publique avec le concours d'Edouard Depreux. La séance était présidée par Claude Fouque, secrétaire fédéral, assisté de Claude Piel, secrétaire de la section de Caen. Notre camarade Bernard Liou, secrétaire fédéral adjoint, a d'abord brièvement présenté le P.S.U. et lancé, dans la perspective de Front Socialiste, un appel à l'union sur le plan départemental : union que rend immédiatement nécessaire la menace (révélée par « T.S. » 72, p. 4), de l'installation à Caen d'une garnison de parachutistes.

Puis Edouard Depreux a présenté les positions du P.S.U. sur les problèmes de la paix avec l'Algérie, de la succession au gaullisme, du Front Socialiste. Il a répondu ensuite à d'intéressantes questions concernant l'échec du Front Républicain de 1956, l'avenir du capitalisme, la place des syndicats dans le Front Socialiste, enfin les contacts que le P.S.U. a pris ces dernières semaines avec les syndicats, le P.C. et la S.F.I.O.

Quatre à cinq cents personnes attentives et qui ont paru sensibles à notre appel, ont assisté à cette réunion. Un stand de librairie a permis la diffusion de Tribune, des « Cahiers du C.E.S. », de brochures diverses et du livre d'E. Depreux « Renouveau du Socialisme ».

Un incontestable succès.

...et Claude Bourdet à Lausanne

Mercredi soir, à la salle des XXII-Cantons, le Mouvement démocratique des étudiants organisait une manifestation de solidarité avec la Jeunesse algérienne, à l'oc-

casion de l'anniversaire du 1^{er} novembre. Des représentants des jeunes étudiants de Genève et de Lausanne, des représentants des Partis socialiste et popliste vaudois apportèrent des messages d'espoir aux jeunes qui souffrent et qui luttent actuellement.

L'orateur principal était Claude Bourdet, directeur politique de France-Observateur. Son exposé fut remarquable de clarté et de précision dans l'analyse.

Après avoir brossé un bref tableau des événements de la journée, il en vient alors à donner une description de la situation stratégique actuelle, résultat d'un lent pourrissement.

L'histoire de la guerre d'Algérie est l'histoire de la lente, très lente compréhension de l'inevitable de l'indépendance de l'Algérie.

L'opinion française, de tout temps mal informée de la réelle situation de ses colonies, a vécu longtemps dans l'illusion d'un passé colonial honorable. Le mythe d'un empire jacobin, issu de la Convention et proclamant pour les Noirs comme pour les Blancs l'égalité des droits se perpétuait. Cette illusion est surtout valable pour l'Algérie.

Claude Bourdet fut témoin que de larges milieux de gauche ont été victimes de ces illusions, jusqu'à ces dernières années. On a cru pouvoir mater militairement la révolte. On a cru pouvoir passer à côté de l'indépendance. De Gaulle, lui-même, plus incertain et mal informé que machiavélique, a cru à l'association, au partage, à la création d'une troisième force. Tout cela n'est pas valable. Seule une négociation qui reconnaît avec franchise l'indépendance complète de l'Algérie peut mettre fin à une guerre que tant d'erreurs, d'illusions, de manques d'informations ou d'objectivité ont contribué à allonger. Mais, d'ici là, de graves événements sont à craindre.

Enfin, il conclut en montrant que l'avenir de la révolution algérienne n'est pas simple. La construction du socialisme, indispensable dans ce pays, sera particulièrement difficile. Des erreurs seront à éviter. C'est donc le devoir des socialistes européens d'aider l'Algérie à trouver une voie humaine vers l'avenir.

Dans le Pas-de-Calais

La C.E. Fédérale du Pas-de-Calais, réunie le 22 octobre 1961 s'insurge contre la multiplication des attentats terroristes en France, comme d'ailleurs en Algérie, souhaite des mesures répressives énergiques.

Elle élève une vigoureuse protestation contre celui dirigé contre le journal Liberté au mépris de la liberté de la presse.

Elle souhaite que des comités de vigilance anti-fascistes se créent partout unissant tous les républicains de gauche pour la défense des libertés démocratiques et de notre République.

Retour de Yougoslavie...

Une délégation de la Commission nationale d'Action municipale et locale vient de faire un voyage officiel en Yougoslavie pour étudier la question communale et divers problèmes relatifs aux logements, aux équipements sociaux, aux questions agricoles.

Cette délégation était composée de Tanguy-Prigent, Dauphin, Piau, Stuber et Maubouché.

Les Fédérations et Sections qui souhaiteraient tenir des réunions d'information sur ces sujets, et pour cela avoir le concours de membres de cette délégation, peuvent écrire à cette Commission, 8, rue Henner, Paris (IXe).

CERCLE OUVERT

CERCLE OUVERT reprendra la série de ses conférences-débats le mardi 14 novembre (à 20 h. 45 - 44, rue de Rennes) avec :

« Le réel équilibre des forces entre l'est et l'ouest, ou l' "Arms Control" »

avec Roger CHATELAIN, Pierre M. GALLOIS, Gilles MARTINET, sous la présidence de Jacques NANTET.

Le Congrès Fédéral de la Gironde

La Fédération de la Gironde a tenu, le 5 novembre, son Congrès administratif en présence du camarade Poperen, représentant le Bureau National.

Les 40 délégués ont approuvé les mesures prises par le Bureau Fédéral pour l'amélioration du travail de la Fédération et voté les nouveaux statuts fédéraux.

L'après-midi, le Conseil Fédéral a débattu des questions soumises à l'ordre du jour du Conseil National. Une Commission a été désignée pour préparer le séjour de P. Mendès France à Bordeaux.

Un plan de travail pour le développement de la Fédération et le recrutement va être élaboré par le Bureau Fédéral.

Le samedi soir, un débat avait été organisé avec les étudiants bordelais sur le Front Socialiste.

Les premiers cours économiques du C.E.S. sont publiés

Conformément au vœu de nombreux stagiaires, les cours d'Initiation aux questions économiques que donne M. Rungis au Centre d'Etudes Socialistes se poursuivront, à partir du 14 novembre, au rythme d'un, tous les quinze jours (les militants pris par l'action syndicale ou politique trouvant trop rapide le rythme d'un cours par semaine).

Le C.E.S. a édité les deux premiers cours de la série (Cahiers du C.E.S., 17, rue de Chaligny, Paris XII^e). Les militants qui auraient manqué ces exposés peuvent donc suivre normalement les cours à partir du 14, ces « Cahiers » leur permettant de pallier sans difficultés leur absence initiale.

"C.E.S." PROGRAMME

INITIATION ECONOMIQUE

par M. RUNGIS

17, rue de Chaligny

Paris-XII^e (M^o Reuilly-Diderot)

20 h. 30

● Mardi 14 novembre :

Les structures économiques de la France.

COURS SUPERIEUR

A 20 h. 45, Salle des Conférences

44, rue de Rennes, Paris VI^e

(M^o St-Germain-des-Près)

LES THEORIES DE L'ETAT

● Mercredi 15 novembre :

Les théories politiques classiques de l'Etat (F. Chatelet).

● Mercredi 22 novembre :

La théorie hégélienne de l'Etat et sa critique par Marx (H. Lefebvre).

● Mardi 28 novembre :

La théorie léniniste de l'Etat (H. Lefebvre).

● Mercredi 6 décembre :

Théories et pratiques soviétiques de l'Etat (V. Faye).

● Mercredi 13 décembre :

Dynamique du pouvoir (G. La-passade).

● Mercredi 20 décembre :

Les théories de l'Etat à la lumière des faits (P. Naville).

EVOLUTION DES STRUCTURES DE L'ETAT

● Mardi 21 novembre :

L'Etat capitaliste avant la première guerre mondiale (J.-M. Vincent).

● Mercredi 29 novembre :

Apogée et déclin du système parlementaire (M. Duverger).

● Mardi 5 décembre :

Evolution du pouvoir réel dans la société contemporaine (M. Bridier).

● Mardi 19 décembre :

Apparition des institutions supranationales (A. Savary).

LA SOUSCRIPTION DU P.S.U.

Beaucoup d'amis ont répondu à notre appel.

Mais le total des sommes déjà rentrées et des engagements de versements mensuels pris pour l'année est encore nettement inférieur aux 6 millions d'anciens francs qui étaient absolument indispensables, avant même le surcroît de dépenses entraînées par la lutte contre les militaires fascistes et leurs complices.

Je, soussigné (NOM, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, Trésorier du Parti Socialiste Unifié (C.C.P. 4435-35 - Paris), la somme de

Signature :

Nous avons donc, plus que jamais, besoin de vous tous. Envoyez votre obole à Maurice Klein (37, rue de Trévise, Paris (9^e) - C.C.P. 4435-35 Paris) et remplissez la formule d'engagement ci-dessous.

Le Secrétaire National,

Edouard DEPREUX.

Le Trésorier,

Maurice KLEIN.

L'enclos...

film d'Armand Gatti

SUR les camps de concentration, il semblait impossible de faire un film « romanesque », recréé, de faire jouer une histoire par des acteurs. Assez récemment l'Italien Gillo Pontecorvo avait échoué dans cette entreprise avec Kapo, où l'horreur des camps se diluait brusquement en une histoire d'amour traditionnelle et rédemptrice. Nous pensions qu'une telle matière ne pouvait être projetée dans une salle que sous forme de documents — soit bruts, soit pris comme base d'un lyrisme propre (comme dans Nuit et Brouillard, d'Alain Resnais). Gatti, ancien déporté, ancien journaliste (il se fit matraquer par les fils en faisant le reportage d'une grève, porta plainte contre la police et perdit son procès), auteur dramatique et scénariste malheureux (sa pièce Le crapaud-buffle n'eut pas de succès, le film qu'il tourna en Corée du Nord avec Jean-Claude Bonnardot, Morambong, fut interdit) a tenu la gageure.

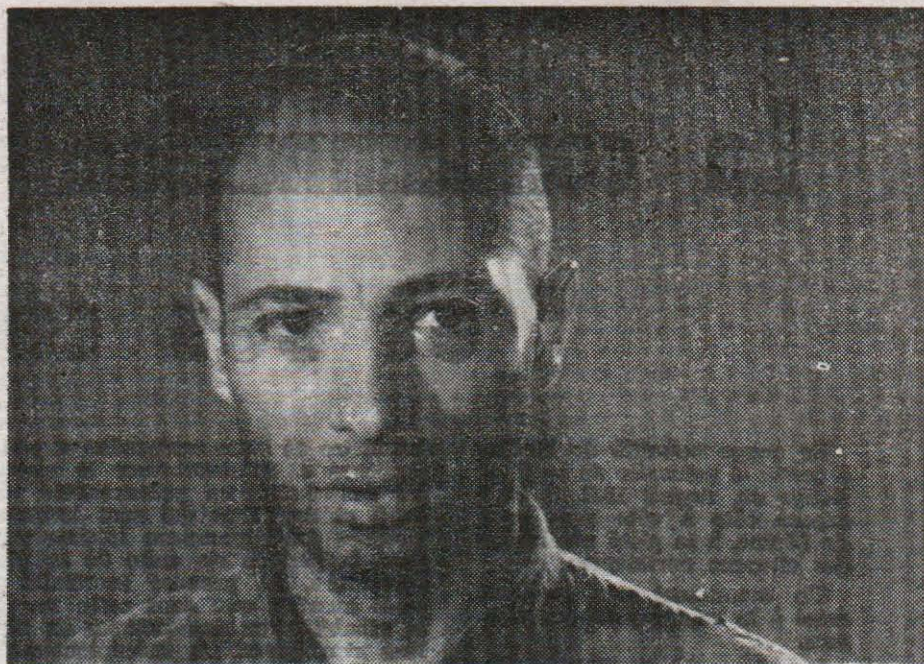
Aujourd'hui le succès couronne, semble-t-il, L'Enclos et c'est justice. D'anciens déportés m'ont confié leur émotion de retrouver une si minutieuse, une si consciencieuse repro-

duction, restitution de cet univers. Ce n'est pas sur ce plan, certes important, de l'authenticité du détail que le film est un grand film : c'est parce que, à partir de cette fidélité, Gatti a su créer une œuvre autonome, imposer une densité romanesque, une épaisseur propre aux personnages qu'il présente.

On connaît le thème : deux déportés — un Allemand, un Juif — sont enfermés dans un enclos par les Allemands ; celui qui aura, pendant la nuit, tué l'autre, aura la vie sauve, promettent les bourreaux. Il n'y a aucun grossier suspense : l'on comprend assez vite que pas un des deux n'accepte l'effroyable marché. Dans une situation semblable, l'esclave noir de Spartacus s'évadait par un suicide qui donnait aux autres esclaves le début de leur prise de conscience ; ici, l'organisation clandestine du camp va fournir un cadavre et faire évader l'Allemand ; le Juif, survivant, sera néanmoins expédié à la chambre à gaz.

Gatti a réussi à imposer cette œuvre tant par la rigueur de son dessin que par un dialogue où il ne redoute jamais la littérature. Et la preuve est faite que sur un tel sujet la littérature ne choque pas, si elle est en situation ; les longs monologues qui se répondent, les paroles des deux engagés que nous entendons tandis que sur l'écran nous voyons les autres baraquements, tout cela dépasse le simple procédé littéraire et accède à la dignité de l'œuvre d'art.

Oui, L'Enclos est un film à voir. Sans doute plusieurs fois.



(Archives.)
Jean NEGRONI, dans « L'Enclos ». Un film à voir, et plusieurs fois.

...et tout l'or du monde

de René Clair

QUI donc a vieilli ? Est-ce René Clair, de l'Académie ? Ou bien n'est-ce pas plutôt que son comique très particulier est inefficace aujourd'hui ? Le Million, l'un des plus célèbres parmi ses films d'avant-guerre, a été projeté l'an dernier ; peu de gens riaient... et pourtant Mack Sennet fait rire comme aux premiers jours.

Tout l'or du monde raconte comment des hommes d'affaires avisés veulent exploiter commercialement un petit village calme, que la statistique a élu soudain, car c'est celui où l'on vit le plus vieux. Donc on va y construire casino, thermes, etc... Mais un vieux paysan s'obstine à ne pas vendre son lopin. On essaye de séduire son fils, de faire intervenir la fille qu'il aime, d'en faire une vedette... Tout cela se veut visiblement endiable, mais le souffle manque. Le rythme languit soudain ; l'on s'aperçoit (il ne faudrait pas qu'on en ait le temps !) que cette histoire est celle de vingt films américains, plus drôles ;

que cette satire de la vie moderne, Tati l'avait déjà faite, et mieux ; que cette nostalgie du bon vieux temps et du cher lopin de terre, ça ne nous soulève pas d'enthousiasme...

Entre les deux corporations auxquelles il appartient, le Collège de Pataphysique et l'Académie Française, j'ai bien peur que Clair ait visé, dans ce film, un public plus proche de la seconde.

Marcel RANCHAL.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin - ODE 15-04

Semaine du 8 au 14 novembre.

LA FILLE

AUX YEUX D'OR

André RIBAUD

signera son livre :

“ LA COUR,
CHRONIQUE DU ROYAUME ”

(Editions Julliard)

le vendredi 17 novembre
à partir de 18 h 30

LIBRAIRIE-CLUB

“ ÉCHANGES ”

11, Av. de la Motte-Picquet
PARIS 7^e

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre
PROvence 63-40

Semaine du 8 au 14 novembre.

LE PIGEON

(Film de Mario MONICELLI)

LA VOIX HUMAINE

de Roberto ROSSELLINI
avec Anna MAGNANI

Avec le Centre dramatique du Nord

Boulevard Durand

d'Armand Salacrou

PENDANT l'été 1910 des patrons hâvrais, aidés par une police et une justice aux ordres, se débarrassèrent d'un militant ouvrier trop actif à leur gré en le faisant condamner à mort pour le meurtre d'un « jaune ». Meurtre visiblement com-

mis par un autre. La peine fut commuée en sept années de réclusion.

En 1918, on reconnut l'innocence de Jules Durand. C'était trop tard : il devint fou et mourut en 1926, à l'asile. En 1956, on inaugura au Havre un boulevard Jules Durand. Armand Sa-

lacrou, enfant au moment du procès, avait alors assisté aux étapes du drame. Il fut, dit-il aujourd'hui, profondément ému par ce qui apparaissait déjà erreur judiciaire ou volonté délibérée de liquider un adversaire. C'est pourquoi il écrivit cette histoire ; elle fut présentée en septembre 1961 au Havre, par le Centre Dramatique du Nord, dans la salle Franklin appartenant aux syndicats des dockers. Et le public ouvrier se reconnut dans l'œuvre. Il reconnut dans Durand, fondateur de leur syndicat, un des siens. Aux yeux de Salacrou, cela signifiait la réussite de son entreprise.

Reybaz et sa troupe, le Centre Dramatique du Nord, jouent à Paris, durant un mois, « Boulevard Durand » (1). Nous avons donc l'occasion d'apprécier à notre tour cette intéressante transposition. L'auteur a dessiné

à traits nets les héros de l'erreur judiciaire. Il a opposé aux militants ouvriers, humbles, possédés par leur lutte, la frivolité et l'égoïsme de classe de la bourgeoisie. Cela peut sembler schématisé. En 1910 le paternalisme n'était pas encore monnaie courante. La mise en scène accentue le côté « tranche de vie » réaliste, genre Zola.

Nul doute que le public vibre et participe intensément au drame. On cherche l'émotion et on la crée. Mais, après tout, faire crier, en 1961, à l'énoncé des verdicts truqués n'est pas si mal et « Boulevard Durand », mélodrame social, vaut certainement les cent drames « psychologiques » dont on nous abreuve bon an mal an au théâtre.

E.C.

(1) Théâtre Sarah Bernhardt.



(Armand SALACROU et ses deux interprètes)
« Le public ouvrier s'est reconnu dans l'œuvre »

(Agip.)

Jusqu'au 19 novembre (inclus)

LES TROYENNES D'EURIPIDE

avec la Compagnie MOATTI-TASSO

(Soirée : 21 h 15 - Matinée : 15 h - Relâche le lundi)

au THEATRE RECAMIER

3, rue Récamier, Paris-VII^e, LIT. 63-81

La condamnation du régime stalinien et ses conséquences

Le corps momifié de Staline a quitté le mausolée de la place Rouge où, depuis 1953, il était exposé côte à côte avec celui de Lénine, à la piété admirative des citoyens soviétiques.

Un monument sera peut-être érigé à la mémoire de ses victimes.

Les portraits de Staline disparaissent. Les statues seront déboulonnées.

Les usines, les rues, les districts, les institutions qui portent le nom de Staline commencent à être débaptisés. Mais on ne leur donnera certainement pas les noms des innocents exécutés par ordre du dictateur...

Les villes de Staline, notamment Stalingrad, changeront-elles de nom aussi ?

Chez les satellites le même mouvement se dessine. La Bulgarie a pris le départ.

Ainsi, les symboles du stalinisme sont en train de disparaître, bien que la déstalinisation officielle se base avec beaucoup de réticence.

CERTES, dans son discours de clôture, N. Khrouchtchev s'est longuement arrêté sur les crimes de Staline. « Des milliers d'innocents ont péri », s'est-il exclamé. Et d'ajouter : « Beaucoup de militants du Parti, d'hommes d'Etat et de chefs militaires ont trouvé la mort. »

Le premier secrétaire du P.C. a donné des précisions (connues depuis longtemps à l'étranger) sur les conditions abominables, dans lesquelles le maréchal Toukhatchevsky et ses compagnons ont été « jugés » et exécutés. Il a parlé de l'assassinat « suspect » de Kirov, en 1934, assassinat qui a servi de prétexte à Staline pour déclencher la répression sanglante contre les compagnons de Lénine, contre les militants les plus connus, comme aussi contre ceux qui ne sont pas connus, contre les chefs militaires de tout grade.

Khrouchtchev a évoqué aussi le suicide d'Ordjani-Kidzé, ami personnel et collaborateur intime de Staline, l'exécution du frère du suicidé, ainsi que du propre beau-frère de Staline.

Cependant, la lecture attentive des quatre discours de Khrouchtchev, ainsi que des interventions des délégués au Congrès, notamment de Mme Fourtzeva et de Mikoyan me conduit à la constatation suivante : c'est à son corps défendant que le premier secrétaire du parti et chef du gouvernement a rendu public et a même complété son rapport secret du XX^e Congrès. Si les aides-bourreaux et les complices de Staline, notamment Malenkov, Kaganovitch, Molotov, Vorochilov et leurs supporters n'avaient pas essayé de renverser Khrouchtchev en 1957, ils seraient restés jusqu'à présent encore membres du Présidium (ancien Bureau Politique) et collaborateurs les plus proches de Khrouchtchev.

La dénonciation publique des crimes de Staline, de sa cruauté, de ses méthodes terroristes, en un mot du stalinisme, était nécessaire à Khrouchtchev pour dresser contre eux les militants et l'opinion soviétique, pour consolider son pouvoir, pour poursuivre sa politique économique « libérale », pour pouvoir maintenir, en dépit de la résistance de la Chine, sa « coexistence pacifique » avec le monde capitaliste.

Mais la révision du stalinisme ainsi déclenchée se maintiendra-t-elle dans les limites étroites de la déstalinisation du parti que son chef voudrait imposer ?

Un monument à la mémoire

des victimes du stalinisme

Khrouchtchev a annoncé au Congrès que de vieux bolcheviks avaient écrit au Bureau pour rappeler l'exécution

sommaire de leurs camarades et pour proposer « d'immortaliser le souvenir des éminentes personnalités du Parti et de l'Etat qui sont tombées victimes des répressions iniques pendant la période du culte de la personnalité ». Le premier secrétaire a senti aussitôt que sous cette forme, la réhabilitation des victimes de Staline provoquerait le mécontentement des cadres moyens et des militants de base du parti qui ont eu des milliers et des milliers de martyrs du stalinisme. Aussi a-t-il aussitôt élargi cette proposition, tout en lui donnant un caractère dubitatif.

« Il est opportun, a-t-il déclaré, de charger le Comité central qui sera élu au XXII^e Congrès de prendre une décision positive à ce sujet. Il faut peut-être ériger un monument à Moscou pour immortaliser le souvenir des camarades tombés, victimes de l'arbitraire ». (Je cite d'après la traduction parue dans l'Humanité du 31 octobre. Les mots en gras le sont par moi).

S'agit-il seulement des « camarades-membres du parti » ou bien, en général, des « camarades-citoyens soviétiques » ? Le nombre des victimes parmi les sans-parti dépasse de beaucoup celui des communistes exécutés ou déportés par ordre de Staline.

Il semble cependant que c'est dans le sens restrictif que « K » a employé ici le mot : « camarades ». Il a, en effet, déclaré : « Pendant les années qui ont suivi la mort de Lénine, les normes léninistes de la vie du parti furent grossièrement déformées ». Dans la pensée de Khrouchtchev il s'agit seulement du parti, de la prétendue « démocratie au sein du parti », de la violation de la légalité socialiste à l'égard des membres du parti. Il passe sous silence les violations de la légalité soviétique à l'égard des citoyens qui ne sont pas membres du Parti.

Cependant, la collectivisation de l'agriculture par la violence, à partir de 1928, n'a pu être réalisée que par l'exécution en masse et par la déportation en masse de plusieurs millions de paysans (baptisés pour la circonstance : Koulaks). Après la guerre, pour rétablir le régime kolkhozien qui avait flanché durant les hostilités, Staline a eu encore une fois recours aux exécutions en masse et aux déportations des paysans.

Si Khrouchtchev ne veut pas penser à ces victimes innocentes du stalinisme (et pour cause), il est cer-



MALENKOV (A.D.P.)

tain que les descendants et les compatriotes des paysans fusillés ou déportés ne les ont pas oubliés. Ils demanderont leur réhabilitation au même titre que l'on réhabilite un maréchal ou un économiste célèbre.

La déstalinisation mène à la révision du problème agraire

La révision du stalinisme et de ses méthodes terroristes de gouvernement posera tôt ou tard un autre problème plus important encore : la collectivisation de l'agriculture.

Puisque l'on parle du retour au léninisme, les paysans se rappelleront que Lénine, après son expérience agraire douloureuse de l'époque du « communisme de guerre », a renoncé à toute violence pour résoudre le problème agricole. Il a même proclamé la NEP qui reste dans les souvenirs de tous les citoyens soviétiques et non seulement des paysans, comme l'âge d'or, comme une période de prospérité (toute relative, certes, mais de prospérité tout de même après la famine de 1920).

La collectivisation de l'agriculture décrétée par Staline en 1928 et achevée en 1932 a rencontré une telle résistance des paysans que malgré les exécutions sommaires et les déportations, la situation alimentaire du pays est devenue catastrophique une fois de plus.

La « reprise en main » des kolkhozes qui se sont désagrégés durant la guerre 1941-1945 a été également très sanglante.

La condamnation officielle de Staline et du régime stalinien n'entraînera-t-elle pas la révision de toute la politique agraire stalinienne ?

Cela me semble inévitable. Les formes de cette révision sont difficiles à prévoir. Mais quelles qu'elles soient, il sera difficile à Khrouchtchev de s'opposer par la force aux aspirations des paysans. (Rappelons, que dès 1956, aussitôt après la déstalinisation de la Pologne, Gomulka a été obligé de renoncer à imposer le ré-



MOLOTOV (A.D.P.)

gime des kolkhozes à l'agriculture. Les Yougoslaves l'avaient fait dès 1950-51, deux ans après leur rupture avec Staline).

Le stalinisme dénoncé et condamné aujourd'hui a duré vingt-neuf années

Khrouchtchev a bien précisé, que le régime stalinien a commencé, dès la mort de Lénine. En dénonçant le stalinisme, le Congrès du Parti Communiste condamne, comme contraire au socialisme, toute la période de 1924 à 1953.

Il ne s'agit plus de la « folie de Staline au cours des dernières années de sa vie », ainsi que l'ont prétendu les staliniens russes et français, après le XX^e Congrès.

L'assassinat de Kirov date de 1934. Les exécutions sommaires et les déportations de paysans ont commencé en 1929.

La lutte de Staline pour le pouvoir absolu a été inaugurée en 1925 par la lutte contre Trotsky.

Sur les quarante-quatre années d'existence du pouvoir des Soviets, le régime de Staline a pris vingt-neuf années. Si ses méthodes sont « abominables », si son régime est condamnable, ils ne peuvent avoir rien de commun avec le socialisme. Dans ces conditions les questions suivantes viennent sur les lèvres : Comment et quand le socialisme a pu se réaliser en U.R.S.S., ainsi que l'affirme N. Khrouchtchev et son nouveau programme ? Comment le régime forgé et consolidé par Staline et par ses méthodes sanglantes peut-il avoir ce caractère humain et cette structure progressive que le nouveau programme — et « K » lui-même — indiquent comme étant les traits caractéristiques de la société socialiste ?

Khrouchtchev élude ces questions. Mais est-il sûr qu'après la condamna-



J. STALINE (A.D.P.)
... ancien « Père du Peuple »

tion publique des crimes de Staline et de son régime, les citoyens soviétiques ne se les poseront pas et ne les poseront pas aux dirigeants communistes ? Est-il certain que les travailleurs communistes des pays étrangers — que l'on a tenus dans l'ignorance de la réalité soviétique — ne poseront pas ces questions à leurs chefs ? Il semble que le P. C. italien s'en préoccupe déjà...

Il y a quelques jours, Pietro Nenni a déclaré en substance que le stalinisme n'a pu naître, se maintenir et se consolider que grâce au régime du parti unique. Celui-ci tue la démocratie dans le pays. Il rend également impossible l'exercice de la démocratie au sein du parti unique lui-même. Nenni a ajouté que le stalinisme ne pourra pas être extirpé jusqu'à la racine aussi longtemps que le régime du parti unique survivra en U.R.S.S.

Je suis entièrement d'accord avec Nenni. C'est d'ailleurs une thèse inscrite noir sur blanc dans la Charte d'Unité de notre parti.

Pour le moment, ce problème ne se pose pas encore en U.R.S.S. Cependant, la déstalinisation est irréversible. Elle a aussi sa propre logique indépendante de la volonté des dirigeants du P. C. Soviétique...